REVOLUTION SOCIALISTE

On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

Arrêt immédiat des interventions impérialistes en Libye, en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, au Liban, en Haïti !



photo armée française

France Egypte Wisconsin 1871 Parti de Gauche

n° 35 mai 2011 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

Immigration, salaires, sécurité sociale, services publics
Sarkozy mène la guerre à l'extérieur comme à l'intérieur du pays

Déchaînement anti-immigrés

L'UMP, son chef, ses ministres, ses élus rivalisent de férocité dans leurs attaques contre la fraction la moins protégée de la classe ouvrière, les travailleurs et les jeunes étrangers qui cherchent refuge en France, fuyant la misère, la répression ou la guerre. Le 8 mars, l'ancienne porte-parole de l'UMP, la députée C. Brunel déclare à la presse dans les couloirs de l'Assemblée nationale :

> *Il faut rassurer les Français sur toutes les migrations de populations qui viendraient de la Méditerranée. Après tout, remettons-les dans les bateaux !*

La traque se poursuit sans relâche, sous l'égide de Guéant, digne successeur d'Hortefeux, qui réclame 28 000 expulsions en 2011, annonce une baisse de 20 000 titres de séjour accordés l'an prochain, éructe sa « *croisade* » et ses « *Français qui ne se sentent plus chez eux* ».

Sous couvert de « *laïcité* », la stigmatisation des musulmans déferle tandis que Sarkozy fait son pèlerinage au Puy-en-Velay, vante « *les racines chrétiennes de la France* », envoie son premier ministre au Vatican prier dans la rue, entouré de longues robes, de cornettes et de voiles, pour soutenir que le dernier pape mort fait des miracles.

Le 16 mars, la 5e loi depuis 2003 durcissant encore les conditions d'entrée et de séjour en France a été adoptée par l'Assemblée nationale. Le Sénat y a ajouté un amendement, le 13 avril, qui stipule que les étrangers « *ne peuvent être soignés qu'en cas d'absence de traitement dans le pays d'origine* ». Cela signifie concrètement que ceux qui ne peuvent pas se payer de soins dans les pays dont ils sont issus, où la santé est un luxe que seuls les riches se permettent, n'ont qu'à mourir. Pas de souci, par contre, pour les présidents-dictateurs-capitalistes-généraux-et leur famille qui continueront à être soignés dans les grands hôpitaux français ou les meilleures cliniques.

Le 17 avril, le gouvernement Sarkozy-Fillon a décidé de bloquer les trains à la frontière avec l'Italie pour empêcher les migrants, essentiellement tunisiens et munis d'autorisation de circuler dans « l'espace Schengen », d'entrer en France. Le vieux colonisateur montre une nouvelle fois que les traités qu'il signe avec les autres bourgeoisies sont faits pour garantir leurs intérêts communs et ne constituent jamais un carcan en cas de désaccord. Copé, secrétaire général de l'UMP, avoue dans ses termes à lui qu'il s'agit d'une lutte de classes :

> *L'Europe en général, et la France en particulier, n'a pas les moyens d'assumer une immigration à caractère social.* (*Europe 1*, 17 avril 2011)

Capital contre Travail

Le ministre du Travail se réjouit de la baisse en mars du nombre de chômeurs de catégorie A (ceux qui n'ont pas travaillé depuis un mois). Mais, selon le ministère lui-même, avec les catégories B et C (ceux qui ont travaillé un peu dans le mois), le total des chômeurs a augmenté de 4 700 en mars et de +3,8 % depuis un an (voir *Dares indicateurs* n° 23).

C'est contre les intérêts de toute la population laborieuse que Sarkozy et ses semblables gouvernent.

Le secrétaire d'État à la fonction publique vient d'annoncer la poursuite du gel des salaires des fonctionnaires ; la ministre de l'Économie a déclaré que le SMIC au 1er juillet sera relevé de 2 % quand la hausse des prix, officielle, dépasse les 2,2 % sur l'année, quand le gouvernement a avalisé la nouvelle augmentation du prix du gaz (+ 60 % en 5 ans), quand les prix de l'essence, des loyers, de l'alimentaire s'envolent.

Le ministre de l'Éducation nationale confirme la suppression de 1 500 classes de primaire alors que le nombre d'enfants scolarisés augmente.

Révolution Socialiste n° 35



www.revolution-socialiste.info

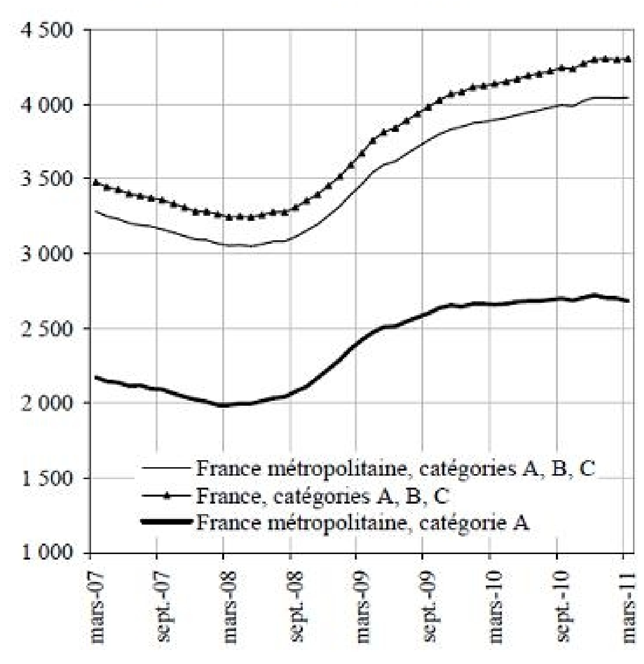
Le Premier ministre assure que la saignée dans les services publics va se poursuivre, avec 34 000 postes en moins en 2011, complétant le saccage des 33 800 suppressions en 2010, les 30 500 en 2009, les 22 900 en 2008.

Le ministre du Budget salue la réalisation de 1,7 milliard d'euros de ponction sur les prestations versées par la sécurité sociale, essentiellement grâce aux conséquences de la dernière attaque contre les retraites et à quelques « économies » faites sur le dos des salariés : recul du remboursement des médicaments sous vignette bleue de 35 à 30 %, et de certains actes médicaux, hausse du forfait hospitalier (18 euros par jour) et du ticket modérateur (20 % sur tous les actes jusqu'à 120 euros), baisse de l'aide au logement étudiant (fin de la rétroactivité), réduction (d'un mois) de l'allocation versée à la naissance d'un enfant...

Ces attaques contre les conditions de vie et de travail de l'immense majorité visent à assurer, à la classe capitaliste qui est le maître de Sarkozy et de son personnel politique, l'augmentation des profits qu'elle tire de l'exploitation du travail. Qu'elles touchent à la durée du travail, au salaire direct ou différé (sécurité sociale), aux conditions d'entretien et de reproduction de la main d'oeuvre, toutes ces mesures se conjuguent pour faire baisser la valeur de la force de travail, pour améliorer la place des capitalistes français face à leurs concurrents. Il n'y a pas plus « d'intérêt général » que de gouvernement, d'État, neutres.

Ainsi, le même gouvernement qui mène la chasse aux pauvres, qui trouve que la santé, l'éducation, tous les services à rendre au public, tous les droits acquis par le combat de générations de prolétaires pèsent trop lourd dans le budget de l'État, n'a pas manqué de modifier l'*impôt de solidarité sur la fortune* (ISF). 300 000 nantis se trouvent exonérés et tous les assujettis voient leur taux d'imposition divisé, au minimum, par deux. L'Union syndicale SNUI-SUD Trésor a analysé la bonne affaire :

> *L'ISF serait applicable lorsque le patrimoine net imposable dépasse 1 300 000 euros (800 000 auparavant), comportant deux tranches, la première allant de 0 à 3 millions d'euros (avec un taux d'imposition de 0,25 %) et la seconde au-delà de 3 millions d'euros (avec un taux d'imposition de 0,5 %).*
>
> *Ce nouvel ISF se traduirait concrètement ainsi :*
>
> - *Un redevable disposant d'un patrimoine net imposable à l'ISF de 3 millions d'euros paie aujourd'hui 16 555 euros. Avec une telle réforme, il paierait demain 7 500 euros.*
> - *Un redevable disposant d'un patrimoine net imposable à l'ISF de 10 millions d'euros paie aujourd'hui 112 250 euros. Il paierait demain 42 500 euros.*
> - *Un redevable disposant d'un patrimoine net imposable à l'ISF de 100 millions d'euros paie aujourd'hui 1 722 065 euros (soit un taux effectif d'imposition de 1,7 %). Il paierait demain 492 500 euros.*
> - *Un redevable disposant d'un patrimoine net imposable à l'ISF de 500 millions d'euros paie aujourd'hui 8 922 065 euros (taux effectif d'imposition de 1,72 %). Il paierait demain 2 492 500 euros.*
>
> *Une telle réforme se traduirait donc par un allègement conséquent qui se retrouve au niveau des simulations publiées : le nouvel impôt rapporterait 2,5 milliards d'euros au lieu de 4 milliards d'euros aujourd'hui.*
>
> *En outre, la déclaration serait « simplifiée » : le détail des évaluations patrimoniales (portefeuille d'actions, résidences secondaires, liquidités, résidence principale...) ne figurerait plus dans la déclaration, laquelle comporterait une simple évaluation globale de l'ensemble du patrimoine. L'administration fiscale serait privée des éléments que tout système déclaratif doit comporter, dont la contrepartie est le contrôle. Celui-ci serait rendu extrêmement difficile. Autant assumer l'idée d'un appel à la charité des plus aisés pour qu'ils versent l'obole de leur choix !* (SNUI-SUD, *Communiqué de presse*, 4 mars 2011)



Dares indicateurs, avril 2011

Ces cadeaux scandaleux aux capitalistes et à leurs amis (du moins ceux qui n'échappent pas totalement à l'impôt, par fraude légale et/ou par évasion fiscale) sont censés compenser pour les malheureux riches la perte du « bouclier fiscal ». Double arnaque, en réalité ! Les bienfaits du « bouclier fiscal » vont perdurer deux ans, ce qui permettra par exemple à la Bettencourt de payer 10 millions d'impôts au total en 2011, au lieu de 40, pour un revenu déclaré de 250 millions d'euros. Elle aura le même taux d'im-

position (4 %) qu'un salarié qui gagne 1 300 euros par mois.

Battus, usés, Sarkozy et l'UMP sévissent toujours

Les résultats des élections cantonales de mars donnent une idée du rejet de Sarkozy et de sa politique chez l'écrasante majorité des salariés. L'UMP perd 59 sièges et 2 départements. Nombre de ses candidats ont caché leur étiquette pour essayer de sauver leur place et jusqu'au bout, Fillon a serré les fesses dans l'attente des résultats dans la Sarthe. Sa base électorale a tenu chez les agriculteurs, fondu dans la petite bourgeoisie commerçante, les professions libérales.

L'*Union pour un mouvement populaire* se transforme en désunion, et pour ce qui est de la popularité... tous les sondages disent Sarkozy au plus bas. Les magistrats, les avocats ont protesté contre Sarkozy et son gouvernement en février, bloquant 170 tribunaux sur 195, une première dans ces couches très liées à l'appareil d'État. Le rassemblement de la plupart des formations bourgeoises autour du petit Bonaparte est en train de sombrer. Il apparaît de moins en moins, dans son camp, comme le candidat obligé à l'élection présidentielle et bien d'autres prétendants se signalent.

Et pourtant, Sarkozy et sa majorité parlementaire se maintiennent au pouvoir. Le PS, le PCF, le PG, et les directions des syndicats prêchent qu'il faut attendre mai 2012 et déposer un bon papier dans l'urne. Combien de licenciements d'ici-là ? Combien de familles chassées de leur logement faute d'argent ? Combien d'autres expulsées parce que les préfets de Sarkozy refusent les papiers ? Combien d'étudiants qui ne se soignent plus ? Combien d'ouvriers qui meurent avant de profiter de leur retraite ?

La démocratie exige qu'au plus tôt Sarkozy et sa bande soient chassés ; le respect des institutions de la 5e République lui laisse les mains libres pour continuer à s'en prendre au prolétariat, au compte de la classe bourgeoise.

Grâce à la politique des réformistes

Le PS, le PCF, le PG ont acquiescé à l'agression militaire contre la Libye. Ils ont appelé à voter UMP au second tour des cantonales en cas de duel avec le FN. Ce sont des manifestations de leur indéfectible soutien à la bourgeoisie, l'affirmation qu'ils sont d'accord sur l'essentiel. A l'issue du scrutin, aucun dirigeant d'aucun des partis qui réclament les votes des travailleurs n'a mis en cause la légitimité de Sarkozy et de l'Assemblée à sa botte de rester au pouvoir et poursuivre leur politique anti-ouvrière. Hollande reçoit gentiment Sarkozy en Corrèze, quelques jours plus tard.

Les yeux rivés sur 2012, les réformistes ne servent à rien, aujourd'hui, pour empêcher les attaques du gouvernement et laissent entrevoir que, demain, ils les perpétreront eux-mêmes, en gérants loyaux du capitalisme français.

Le « *programme socialiste* » décline « *30 propositions majeures* », en trois chapitres. Le premier s'intitule :

> *Redresser la France et imposer un nouveau modèle de développement.*

Beau début ! Derrière « la France », il y a deux classes fondamentales, aux intérêts diamétralement opposés et on voit bien au service de quelle classe le présidentiable Strauss-Kahn, directeur général du FMI, déploie déjà ses efforts... En Grèce, en Irlande, pour s'en tenir à l'UE, les ouvriers, les employés, les retraités, les chômeurs vivent dans leur chair ce que signifie « « *le redressement du pays* » sous l'égide du FMI.

Pour « *refaire de la France une nation qui compte* », plus crûment dit, pour défendre le capitalisme français, le PS fourgue quelques recettes protectionnistes pour être au goût du jour, comme « *les droits de douanes modulables* ». Il laisse aux patrons la liberté d'effectuer de bonnes mises à la porte et veut « *dissuader les licenciements boursiers* ». Il appelle à une autre « *réforme des retraites* » qui autoriserait le départ à 60 ans, mais en se gardant bien de dire avec combien d'annuités et avec quelle pension, en n'avançant nullement l'abrogation de toutes les attaques antérieures, en particulier de 1993 (Chirac-Balladur) à 2010 (Sarkozy-Woerth).

Au chapitre 3 « *Rassembler les Français et retrouver la promesse républicaine », la* « *proposition 27* » assure, très poliment, que les frontières ne seront pas ouvertes, les papiers pas donnés mais les pattes blanches toujours demandées.

> *Pour une politique juste et efficace en matière d'immigration, nous voterons tous les trois ans une loi d'orientation et de programmation qui sera élaborée en concertation avec les partenaires sociaux et les territoires qui assurent l'accueil et l'insertion des migrants ; nous renforcerons la lutte contre les employeurs qui ont recours au travail clandestin et contre les trafiquants ; nous créerons un vrai contrat d'accueil et d'intégration, fondé sur des obligations réciproques et insistant sur la maitrise de la langue et la compréhension des droits et des devoirs républicains. Nous accorderons le droit de vote aux étrangers aux élections locales.*

Le Front de gauche, pour sa part, discute encore du « *programme partagé* » entre le PCF, le PG et ses autres composantes. Il y a à parier qu'il pourfendra celui du PS, tout en « partageant » avec lui « *le redressement et le rayonnement de la France* », « *la plus juste répartition des richesses* ». Pour l'heure, loin de s'adresser à la population laborieuse pour l'appeler à la lutte contre la politique de Sarkozy et du patronat, pour organiser sa force sociale, Mélenchon et compagnie ne sont intéressés que par les « *citoyens – citoyennes* » sans distinction de classe, par les « *électeurs – électrices* » qui voudront bien attendre mai 2012.

> *Nous voulons engager un véritable élargissement populaire et citoyen du Front de Gauche, en nous adressant largement aux électeurs et élec-*

> *trices socialistes, écologistes, républicain-ne-s, communistes, alternatifs mais plus largement à tous les hommes et les femmes qui veulent que ça change.* (site, 21 avril 2011)

Les directions syndicales désarment le prolétariat

Face au chômage qui frappe 4 045 400 personnes recensées, au rejet de milliers de prolétaires dans la clandestinité, face à la précarité, à la vie chère, aux salaires insuffisants pour finir le mois, à l'augmentation de la durée et de l'intensité du travail, les travailleurs ont besoin, tout de suite, de s'unir pour se défendre, avec les organisations nées dans le mouvement ouvrier, partis et syndicats. Or, ces syndicats qui devraient être un outil de résistance et de conquêtes, présent au plus près sur les lieux de travail, regroupant les salariés d'une même branche, sont dirigés par une bureaucratie de même engeance que les PS, PCF, PG, assistés de NPA et LO. Leur récente trahison du combat de millions de travailleurs en France pour empêcher un nouveau coup contre les retraites le démontre une fois encore (voir *Révolution socialiste* n° 34).

Alors que la décision du gouvernement de ne remplacer qu'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique, d'appliquer une *révision générale des politiques publiques* (RGPP) constitue une offensive majeure contre les fonctionnaires et contre toute la population laborieuse par la liquidation de pans entiers des services publics, les dirigeants des fédérations de fonctionnaires de la CGT, de FO, avec l'UNSA, la CFDT, la CFTC et la CGC ont offert à ce même gouvernement, le 31 mars, leurs signatures au bas d'un accord. D'accord avec Sarkozy-Fillon-Tron ! Et à quoi ont-ils donné leur aval ? Sous prétexte de « *résorber la précarité* », ils ont signé le recours aux contrats à durée indéterminée contre les titularisations sur postes de fonctionnaire. Ils prêtent la main à la bourgeoisie française qui privatise, ils votent pour l'extinction du statut de fonctionnaire.

Les bureaucrates tentent de justifier leur capitulation en expliquant qu' « *un CDI, c'est mieux qu'un CDD* ». Mais c'est moins bien qu'une titularisation ! Le CDI est un contrat lié au métier. Si le poste de travail est supprimé, le contrat est rompu, le licenciement est rendu possible. Titularisé dans un corps et un grade, le fonctionnaire, lui, si son poste est supprimé, obtient une nouvelle affectation : pas de licenciement !

Le gouvernement reconnaît 872 000 non titulaires dans les trois fonctions publiques ; avec l'accord des dirigeants syndicaux, il prévoit, sur 4 ans, la CDIsation de 100 000 CDD à condition qu'ils remplissent toute une série de conditions, dont une ancienneté de 6 ans. Pour la même période, il annonce la suppression de 100 000 postes sous statut de fonctionnaires (non remplacement de départs en retraite).

Il n'y a aucun « *moindre mal* » à laisser 772 000 précaires sur le carreau ! Il n'y a aucun « *moindre mal* » à accepter la fin du statut de fonctionnaire et la destruction des services publics ! Dirigeants des fédérations syndicales de fonctionnaires, retirez votre signature ! Organisez la véritable défense de tous les précaires dans la fonction publique en exigeant la titularisation de tous, la création de tous les emplois qui manquent tant dans les services dont la population a besoin !

Est-ce également « *un moindre mal* » que d'avoir signé, le 15 avril, l'accord national sur les métiers portuaires ? Le gouvernement, lui, parle d'un franc succès et il a raison : privatisation, soutien de la CGT aux reculs sociaux pour être compétitifs, association des représentants des personnels à la politique de l'Etat et des patrons dans un conseil d'administration taillé sur mesure.

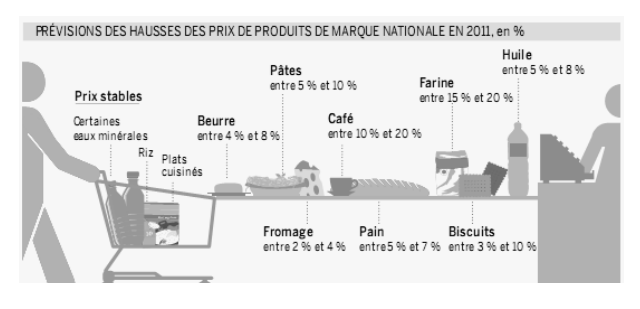
> *Avec la signature des partenaires sociaux, l'Unim* [patrons], *l'UPF* [Etat] *et la FNPD CGT, la réforme portuaire peut désormais s'engager. Cette signature marque l'étape ultime de cette réforme engagée en 2008 pour accroître la compétitivité des ports français face à leurs concurrents européens. Elle prévoit de recentrer les missions :* [...] *Les grands ports maritimes(GPM) n'interviendront plus dans les opérations de manutention dont les personnels (grutiers, portiqueurs) seront transférés vers les entreprises privées.* [...] *La modernisation de la gouvernance des GPM est engagée, avec un conseil de surveillance comprenant 15 membres, dont 4 représentants de l'Etat,*

TVA 0,25
Total 1,50
Tipp 0,60
Distribution 0,12
Raffinage 0,02
Prix du litre de brut en ⊠ 0,52
Sources : UFC Que Choisir, Ufip

Prix du gazole et de l'essence à la pompe, en euro/litre TTC
Alternatives économiques, avril 2011

1,50
1,25
1,00
0,75
0,50
SP 95
Gazoil
2000 2002 2004 2006 2008 2010 2011
Sources : UFC Que Choisir et Ufip

Le Monde, 7 avril 2011



> *4 représentants des collectivités locales et 3 représentants des salariés.* (Ministère des Transports, *Réforme portuaire*, 16 avril 2011)

Pendant des mois, dans les ports, la direction de la CGT a saucissonné la force des personnels, en grèves perlées d'une heure par jour, chez les grutiers, les dockers ; en grèves tournantes par site (Fos, Le Havre). Elle a vendu la signature de la « réforme des ports » en faisant croire qu'elle avait gagné sur la pénibilité. En réalité, elle a signé, là aussi un recul : les ouvriers effectuant les travaux les plus pénibles pourront partir deux ans avant l'âge légal de retraite (repoussé comme chacun sait) alors qu'ils partaient cinq ans plus tôt auparavant.

Cette tactique mortelle de division est appliquée partout : alors qu'en dépit de la terrible pression du chômage, les travailleurs essaient d'obtenir des augmentations de salaires, comme les agents du nettoyage d'Orly, les ouvriers de l'usine Toyota d'Onnaing, les directions des confédérations syndicales ouvrières n'organisent aucune centralisation. Elles circonscrivent les combats aux seuls sites où ils éclatent, quand elles ne se dépêchent pas de faire reprendre, comme chez Carrefour ; elles refusent d'engager la bataille unie pour l'augmentation générale des salaires.

Pire, elles acceptent de discuter de « *la prime Sarkozy* », cette arnaque de bonimenteur de foire : *regardez ! y'a 1 000 euros ! Eh hop ! y'a plus rien !*

> *La « prime Sarkozy » aux salariés fond à vue d'œil. Il n'y aura pas de montant minimal et le gouvernement ne fixera pas d'autorité le montant de la prime que les entreprises de plus de 50 salariés, versant des dividendes en hausse à leurs actionnaires devront octroyer. La hausse se mesurera, en outre, par rapport à la moyenne des dividendes versés sur les deux années précédentes. Pour les entreprises de moins de 50 salariés, le versement d'une prime sera facultatif. Toutes les entreprises auront une incitation à verser la prime : les exonérations de cotisations sociales dont pourront bénéficier ces entreprises devraient ainsi être effectives bien au-delà de 1 000 euros de prime, le chiffre de 1 500 euros étant à l'étude.* (*Le Monde*, 29 avril 2011)

La prime, quand elle existera, sera prise sur le salaire différé, appelé « *cotisations sociales* » par les patrons. Les salariés financeront donc leur prime, en amputant ce qui devrait revenir à la santé, aux retraites, à l'indemnisation du chômage, des accidents du travail. Et Sarkozy demande aux représentants des syndicats de « négocier » cette arnaque. Dirigeants des syndicats, dénoncez « la prime Sarkozy » pour ce qu'elle est ! exigez l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux ! Pas de salaire à moins de 1 600 euros !

Ces revendications expriment les intérêts du prolétariat dans son ensemble. Elles sont légitimes au regard de la place qu'occupent les travailleurs dans la société : ils produisent toutes les richesses, ils font tourner tous les services, ils accomplissent toutes les tâches utiles. Seule la paralysie des exploités qu'imposent les directions du mouvement ouvrier, au premier chef des syndicats, par leur politique de collaboration incessante avec le gouvernement et le patronat, de capitulation devant la bourgeoisie, permet à Sarkozy et sa majorité parlementaire, sa police, ses préfets, de ne pas être catapultés par la lutte résolue du prolétariat.

Pour un programme de victoire de la classe ouvrière

Au nord comme au sud de la Méditerranée, l'irruption des larges masses d'opprimés est indispensable. Les solutions au chômage, à la misère, à tous les maux que le mode de production capitaliste engendre, ne sortiront pas du résultat d'une élection. Si le taux d'abstention au dernier scrutin a battu des records dans les villes et les quartiers ouvriers (au niveau national, 55,2 % des inscrits, 7,1 % de votes blancs ou nuls), si le PS, le PCF ont perdu des voix, c'est que nombre de travailleurs n'attendent aucun bouleversement à la sortie des urnes et comprennent que les partis réformistes n'ouvrent pas d'alternative à la politique réactionnaire de Sarkozy.

Mais ils ne seront une force sociale révolutionnaire que s'ils s'unissent, s'ils expriment consciemment les mots d'ordre utiles à la mobilisation au premier rang desquels : échelle mobile des heures de travail pour répartir le travail entre toutes les mains ! augmentation générale des salaires et garantie de leur niveau contre la hausse des prix ! régularisation de tous les sans-papiers ! ouverture des frontières ! santé et instruction gratuites ! arrêt immédiat des interventions militaires françaises, fermeture de toutes les bases ! Les syndicats à notre service : dirigeants des syndicats, cessez votre collaboration avec le gouvernement, reprenez ces revendications, appelez à la lutte unie pour les arracher !

Pour obtenir satisfaction, le capital doit être exproprié, les grands moyens de produire, de distribuer, doivent être socialisés sous contrôle ouvrier : il faut que le prolétariat prenne le pouvoir, renverse l'État bourgeois, se dote de son propre gouvernement, de son propre État basé sur la propriété collective.

Dans le monde et en France, construire le parti ouvrier révolutionnaire qui porte ce programme, qui concentre les acquis des victoires ouvrières, de la Commune de Paris à la Révolution russe, qui a tiré le bilan des défaites de notre classe dont l'effondrement des quatre internationales : telle est la tâche, incontournable, urgente, pour laquelle milite le Groupe bolchevik, le Collectif révolution permanente. Ils appellent tous ceux qui n'ont que leurs chaînes à perdre, à y participer.

28 avril 2011

Adresse du Collectif Révolution Permanente

L'ordre mondial tremble en Afrique du nord et au Proche orient. La course au profit cause une catastrophe nucléaire au Japon. La révolution socialiste est partout indispensable.

La marche à la barbarie du capitalisme en déclin

Les dernières années ont confirmé un certain nombre d'analyses du socialisme scientifique formulé par Marx, Engels, Luxemburg, Lénine, Trotsky.

La crise bancaire de 2007-2008 des États-Unis et d'Europe de l'ouest, la crise économique mondiale de 2009, la crise récente de la dette publique de plusieurs pays européens et des États-Unis illustrent que le capitalisme engendre inévitablement la crise et le chômage.

Le regain des mesures protectionnistes et la concurrence entre puissances impérialistes pour les matières premières, les terres cultivables et l'eau douce s'exacerbe. La poursuite des opérations militaires en Afghanistan, en Irak et maintenant en Libye, l'occupation de Haïti, le blocus de Cuba et de l'Iran, les menaces récurrentes contre l'Iran et la Corée du nord, l'invasion de la bande de Gaza en 2008 par Israël, l'intervention militaire directe de la France en Côte d'Ivoire en 2011, montrent que le capitalisme en déclin engendre l'oppression et la guerre.

Le réchauffement climatique, les ravages de la pollution, la déforestation, la désertification, la catastrophe pétrolière causée par l'imprudence de BP aux États-Unis en 2010, la catastrophe nucléaire causée en 2011 par la négligence de Tepco et la complicité de l'État japonais dont elle a bénéficié, montrent que la course au profit menace l'environnement.

La montée du militarisme, de la xénophobie, du cléricalisme, du racisme, l'hypertrophie des appareils de répression, les atteintes aux libertés démocratiques, la persécution des minorités religieuses, la chasse aux émigrés, démontrent que le capitalisme est devenu anti-démocratique et réactionnaire.

Après l'effondrement de l'URSS et la restauration du capitalisme en Chine, l'instauration d'une dynastie et la famine en Corée du nord comme le démembrement de l'économie collectivisée à Cuba, confirment que le socialisme est impossible dans un seul pays, surtout aux mains d'une bureaucratie étatique privilégiée. Seul le renversement de cette caste procapitaliste par les travailleurs pourrait sauver les conquêtes de la révolution et ouvrir la voie du socialisme.

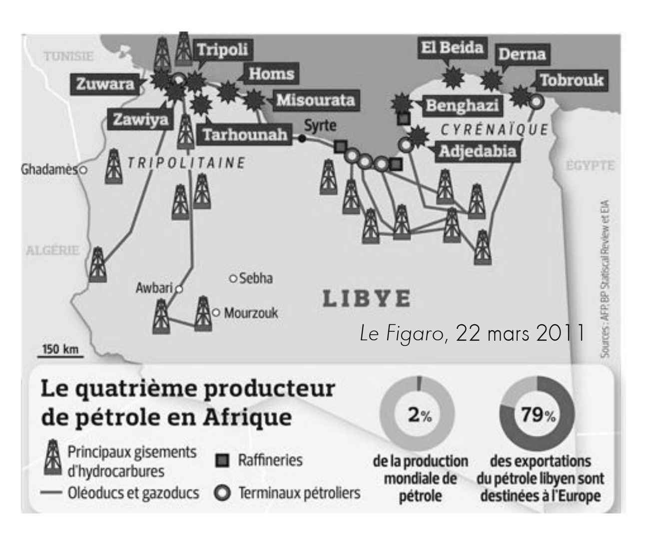
La régulation du capitalisme et de la finance est un mythe. Le sauvetage des banques d'un côté, l'austérité pour les travailleurs de l'autre, prouvent que l'État n'est pas neutre, mais au service de la bourgeoisie.

La politique des nouveaux partis bourgeois écologistes et des vieux partis ouvriers (« travaillistes », « socialistes » et « communistes ») quand ils gèrent loyalement l'État bourgeois (dans certains pays d'Amérique, d'Europe ou d'Océanie) ou quand leurs membres sont à la tête des organisations internationales du capital (le FMI et l'OMC) atteste que le capitalisme ne peut être réformé. Ainsi, la grève des contrôleurs aériens d'Espagne a été interdite par le gouvernement PSOE qui a militarisé les aéroports, à la manière de Reagan et de Thatcher.

Dans les centres impérialistes, les masses résistent, mais les directions réformistes sabotent

Dans toutes les parties du monde, il y a eu et il y a une résistance aux tentatives de la bourgeoisie impérialiste de déplacer le fardeau de la crise sur les épaules du prolétariat, de la paysannerie et de la jeunesse. Les centres impérialistes n'ont pas été épargnés.

Aux États-Unis, les travailleurs, surtout d'origine latino, ont de nouveau manifesté contre les nouvelles lois anti-immigrés et les fonctionnaires du Wisconsin ont manifesté pour défendre leurs emplois et les droits syndicaux. En Grèce, les travailleurs salariés ont fait grève, ont manifesté et parfois affronté la police anti-émeute ; en France, les travailleurs salariés ont résisté en masse aux attaques contre les retraites ; au Portugal, ils ont mené des grèves dans le secteur public ; en Espagne, de gigantesques ma-



Le Figaro, 22 mars 2011

Le Monde, 30 avril 2011

Manifestations Crise politique Guerre civile Morts Intervention extérieure

nifestations ont eu lieu. En Grande-Bretagne, les étudiants puis les travailleurs ont manifesté. En Chine, les protestations contre les promoteurs immobiliers et les grèves d'ouvriers pour les augmentations de salaires se sont multipliées.

Toutes les luttes défensives de la classe ouvrière et de la jeunesse ne se sont pas seulement heurtées à la résistance farouche de la classe exploiteuse, de son État, de son gouvernement. Le plus souvent, les directions de la classe ouvrière, les bureaucraties syndicales, aidées par les partis réformistes et leurs adjoints centristes, ont invoqué l'intérêt national, ont prétendu négocier avec le gouvernement bourgeois, ont capitulé devant ses menaces, ses polices et ses tribunaux, ont refusé d'appeler à la grève générale et à l'autodéfense, ont dispersé l'énergie dans des « journées d'action » symboliques, voire d'hypothétiques élections.

L'ordre mondial ébranlé en Afrique du nord et en Asie de l'ouest

Dans les pays dominés, de nombreuses luttes ouvrières se sont déroulées, comme en Bolivie, en Afrique du sud et au Bengladesh. En particulier, les événements d'Afrique du nord ont eu une portée mondiale.

La vague révolutionnaire qui a débuté fin 2010 en Tunisie et s'est étendue à toute la région avait été annoncée par le mouvement kabyle en Algérie en 2001, la résistance palestinienne de Gaza en 2008, les manifestations en Iran en 2009.

Les protestations ont éclaté contre les conditions de vie insupportables provoquées par le chômage et les hausses des prix des aliments, contre l'incapacité des bourgeoisies nationales à développer le pays et contre le caractère despotique des régimes en place, qu'ils soient issus du nationalisme panarabe (Tunisie, Égypte, Libye, Syrie, Cisjordanie, Algérie, Yémen...) ou des monarchies mises en place par les anciens colonisateurs français ou britanniques (Bahreïn, Maroc, Arabie saoudite...) ou du nationalisme clérical (Gaza).

Le stalinisme, la sociale-démocratie et les liquidateurs de la 4e Internationale avaient capitulé durant les années 1960 et 1970 devant la prétendue « révolution arabe » et ses dictateurs bourgeois.

Tous les régimes « socialistes » qui prétendaient unifier le « monde arabe » et moderniser leur pays ont non seulement opprimé les minorités nationales mais accepté les frontières coloniales et de plus en plus capitulé devant la religion. L'histoire vient de rendre son verdict : en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Yémen et en Syrie, les masses se sont lancées à l'assaut des dictatures maffieuses. Elles le feront tôt ou tard en Algérie.

En Tunisie, le successeur de Bourguiba, Ben Ali (membre de la prétendue « Internationale socialiste ») était lié à l'impérialisme français. Le successeur du colonel Nasser, Moubarak (membre également de l'Internationale « socialiste »), était soumis à l'impérialisme américain et collaborait avec Israël.

En Libye, Kadhafi a pactisé depuis plus d'une décennie avec l'impérialisme : privatisations d'entreprises, ouverture aux groupes capitalistes italiens et américains, chasse au compte de l'Union européenne aux travailleurs noirs voulant immigrer vers l'Europe. Dès l'instauration de sa dictature, même quand il défiait l'impérialisme, le colonel Kadhafi avait interdit les organisations ouvrières, y compris les syndicats. Il avait entretenu le système tribal et livré un nombreux prolétariat immigré (1 million pour une population de 6,6 millions) à l'exploitation féroce de la bourgeoisie locale. En 1995, il a expulsé 10 000 réfugiés palestiniens.

À Gaza et en Cisjordanie, une partie de la jeunesse a contesté les deux faces de la bourgeoisie palestinienne, le Hamas et le Fatah malgré leur répression, en réclamant l'unité d'action contre la colonisation sioniste qui se poursuit en Cisjordanie et à Jérusalem.

L'armée bourgeoise et les « gouvernements de transition » contre le mouvement des masses

Face aux montées révolutionnaires combinant manifestations de masse et grèves des salariés en Tunisie et en Égypte, l'impérialisme américain a donné le signal à

l'état-major de l'armée de destituer le despote haï et de boucher l'issue d'un gouvernement ouvrier et paysan au moyen de gouvernements de transition constitués avec d'anciens dignitaires du régime, des opposants «démocratiques » liés à l'impérialisme, voire des islamistes rebaptisés « modérés » pour la circonstance.

En Libye, quand les masses se sont inspirées des révoltes voisines de Tunisie et d'Egypte et se sont soulevées dans tout le pays, jusque dans les quartiers populaires de Tripoli, les impérialismes français et britannique ont misé sur un gouvernement analogue. Le « Conseil national transitoire » a appelé à son secours les puissances impérialistes.

Aucune organisation n'a porté le programme auquel aspirent les travailleurs des villes et des campagnes ainsi qu'une grande partie de la jeunesse : assemblée constituante, séparation de la religion et de l'État, droits syndicaux, remise des terres aux paysans, confiscation des grandes entreprises, égalité des immigrés, émancipation des femmes... qui aurait mis en cause non seulement le régime totalitaire, mais les survivances tribales et la propriété capitaliste.

Devant l'immixtion des principales armées de l'OTAN, Kadhafi a retrouvé un soutien populaire. D'autant que l'Arabie saoudite, monarchie absolue, régime islamiste et partenaire des États-Unis, a rétabli l'ordre à Bahreïn avec ses chars, sans que le droit des peuples émeuvent Cameron, Sarkozy et Obama. De même, l'armée irakienne vient de massacrer les réfugiés iraniens du camp d'Ashraf.

En Tunisie, en Égypte, en Libye, s'est vérifiée la théorie de la révolution permanente : la bourgeoisie est incapable de jouer à notre époque un rôle révolutionnaire. Les masses laborieuses des villes et des campagnes, les jeunes qui luttent pour un avenir décent, sont trahis par les bavards bourgeois et petits-bourgeois qui tentent de leur interdire le pouvoir et de leur faire abandonner la lutte. L'appareil d'État en général et l'armée en particulier, n'est pas situé au dessus des classes, mais est toujours un outil de la classe dirigeante.

Les conscrits, les petits paysans, les petits commerçants, les artisans fluctuent entre les classes principales. Ils sont prêts à soutenir le mouvement ouvrier si celui-ci est capable d'ouvrir une perspective et de leur fournir une direction révolutionnaire.

Contre l'intervention impérialiste en Libye, en Afghanistan, en Irak, au Liban, à Haïti, en Côte d'Ivoire, pour la révolution prolétarienne

Tout pays opprimé a le droit de résister à l'intervention militaire des grandes puissances.

Pour aider la jeunesse et les travailleurs de Libye, les travailleurs d'Amérique du nord et d'Europe de l'ouest ne peuvent faire aucune confiance à leurs propres gouvernements qui sont tous au service des grands groupes capitalistes, qui détruisent tous les conquêtes sociales antérieures et qui soutiennent partout dans le monde la contre-révolution, les monarchies cléricales et les pires dictatures.

Les travailleurs des centres impérialistes doivent exiger que les organisations de masse d'origine ouvrière, syndicats et partis, se prononcent

- pour l'ouverture des frontières aux travailleurs et aux étudiants de toute l'Afrique,
- contre toute intervention militaire en Libye et dans les autres pays de la région,
- pour l'évacuation immédiate de l'Irak et de l'Afghanistan,
- pour la fermeture des bases militaires américaines, françaises et britanniques de tout le bassin méditerranéen,
- pour la levée du blocus de l'Iran,
- pour la destruction du mur de l'apartheid sioniste et le droit au retour de tous les réfugiés palestiniens.

La lutte résolue des travailleurs contre leurs propres gouvernements impérialistes serait la meilleure aide aux travailleurs de Libye et de la région pour la suppression de l'État colonial sioniste, pour l'édification de la fédération socialiste d'Afrique du nord et du Proche-Orient où Arabes, Berbères, Turcs, Juifs, Kurdes, Sahraouis, Perses, etc. aboliront ensemble les frontières héritées du colonialisme.

La crise mondiale du système impérialiste, ses guerres, les catastrophes écologiques, les régimes antidémocratiques montrent que l'avidité du capital a mené l'humanité au bord de l'abîme. Seule la classe ouvrière peut ouvrir la voie de la révolution socialiste, d'une économie planifiée par les producteurs eux-mêmes, abolir les frontières archaïques.

Pour cela, il faut construire l'instrument nécessaire pour la victoire : dans chaque pays un parti ouvrier révolutionnaire, lié aux autres par une internationale ouvrière révolutionnaire.

1er mai 2011

CoReP (CRP Pérou, GB France, GKK Autriche)



La Poste
Congrès de la section CGT du CRSF de Nantes (44)

Intervention

Depuis l'automne dernier, il n'y a pas eu de discussion, de bilan, de leçons tirées de la mobilisation de la classe ouvrière en défense des retraites et de la politique de l'Intersyndicale et de la CGT en particulier. Alors qu'il y a eu autour de 3 millions de travailleurs dans la rue, il est impensable qu'aucun bilan ne soit tiré et qu'on passe à autre chose comme s'il ne s'était rien passé. Chacun comprend que les combats de la classe ouvrière ne sont pas indépendants les uns des autres mais qu'au contraire les victoires comme les défaites pèsent différemment sur les mobilisations et l'issue des luttes qui les suivent.

Il faut le dire, en 2010, la classe ouvrière a connu une défaite qui était loin d'être écrite à l'avance (en témoignent les millions de grévistes et de manifestants) ! Et il faut bien constater que le combat de la classe ouvrière a été plombé, entravé par la politique des dirigeants syndicaux et en particulier ceux du premier syndicat, le nôtre, par les dirigeants de la CGT. Il faut rappeler la tactique poursuivie par l'Intersyndicale derrière laquelle, se sont cachés tous les responsables de toutes les confédérations.

- ✓ la participation à toutes les discussions, sommets sociaux ou autres convoqués par le représentant du capital, Sarkozy, ou son ministre Woerth. Sans parler de la présence ininterrompue depuis sa mise en place en 2000 au Conseil d'orientation des retraites (COR). Ce qui légitimait la nécessité d'une réforme.
- ✓ l'appel à des journées d'action qui avaient déjà fait la preuve de leur inefficacité en 2003 (sur les retraites déjà) et en 2009 (après l'éclatement de la crise du capitalisme) et qui plus est, des journées d'action non pas sur les revendications des salariés mais pour l'ouverture de « vraies négociations ».
- ✓ le refus d'appeler à la grève générale jusqu'à satisfaction, de paralyser le pays pour faire plier le gouvernement (en 2003 Fillon avait déclaré : *« pour que la réforme échoue, il faudrait que le pays soit paralysé par une grève générale »* et il ajoutait tout de suite après : *« Mais je n'y crois pas une seconde »* C'est dire qu'il connaissait bien tous ceux qui fréquentent les ministères).
- ✓ le refus d'appeler au retrait du plan du gouvernement mais l'acharnement à faire des propositions de réforme au gouvernement.
- ✓ l'abandon de la revendication des 37,5 annuités pour tous (public-privé) au profit d'une « maison commune des retraites » par le dernier congrès confédéral CGT.
- ✓ la participation aux tables rondes sur la pénibilité, discussion sur les exceptions à la règle ce qui signifie acceptation de la règle.

Bref, le refus de mener une lutte de classe, le combat de la classe ouvrière contre le capital, le refus de se situer sur le terrain des véritables revendications ouvrières : 37,5 annuités pour tous, retraite à 60 ans (55 pour les travaux pénibles), calcul sur les 6 meilleurs mois. Aucune réforme des retraites : les travailleurs produisent toutes les richesses, les patrons doivent payer ! C'est pourquoi je propose au vote du congrès la résolution suivante :

Motion

La section CGT du CRSF de Nantes/Paris-Bretagne, réunie en congrès le 1er avril 2011, réaffirme ses revendications :

- ✓ Défense du statut de fonctionnaire
- ✓ Titularisation de tous les CDD, CDI et autres
- ✓ Remplacement de tous les départs en retraites
- ✓ Embauches correspondant aux besoins
- ✓ Augmentation des salaires avec suppression de toute part variable
- ✓ Arrêt de la privatisation et de la filialisation avec retour dans le public
- ✓ Réunification des services courriers, colis, guichets, chèques et caisse d'épargne avec les télécoms et intégration de tous les personnels de la téléphonie privée et du courrier dans un service public des PTT.

(3 pour, 3 contre, 13 abstentions)

Avec le PCF ou en occupant sa place
Le Parti de Gauche défend le capitalisme national

Mélenchon, une carrière au sein de l'État bourgeois

Pour forcer la main à ses alliés du « Front de gauche », le fondateur du « Parti de gauche » (PG), Jean-Luc Mélenchon s'est d'ores et déjà déclaré candidat à l'élection présidentielle de 2012. Il se présente comme un candidat « *contre le système* », alors même qu'il en est le produit et le serviteur depuis plus de trente ans.

- En 1977, Mélenchon renie la révolution, dont il se réclamait quand il était jeune. Il rejoint le Parti socialiste comme tant d'autres carriéristes (Jospin, Cambadélis, Weber, Moscovici, Filoche, Dray, Assouline, Alliès...).
- De 1981 à 1987, l'appareil du PS confie à Mélenchon la fédération de l'Essonne. Il sert avec zèle les gouvernements de Mitterrand, lui-même un ancien haut fonctionnaire de Vichy et un ancien ministre de la torture en Algérie, qui gère loyalement comme président de la 5e République à partir de 1981 le capitalisme français et impose l'austérité dès 1982.
- De 1986 à 2010, avec l'appui de l'appareil du PS, Mélenchon siège au Sénat, qu'il est difficile de considérer comme une école de lutte prolétarienne. Il ne quittera ce poste confortable et rémunérateur que pour celui de député européen, qui ne l'est pas moins.
- De 2000 à 2002, comme Buffet, l'ex secrétaire nationale du PCF, Mélenchon est ministre du gouvernement Jospin, celui qui a le plus privatisé dans l'histoire de ce pays.

En choisissant le nom même de son parti, Mélenchon manifeste son allégeance au « *système* » dans lequel il y a « la droite » et « la gauche »de la république où cohabitent les partis réformistes anciens (ou récents comme le PG et le NPA) avec les partis bourgeois vieux ou nouveaux (EELV...).

Réformisme contre révolution

Durant la plus grande partie du 20e siècle, le mouvement ouvrier mondial a été dominé par le « réformisme », c'est-à-dire le reniement du programme de la révolution par la 2e Internationale en 1914 ou par la 3e Internationale en 1933. Trotsky a employé l'expression « étoiles jumelles » pour désigner la social-démocratie et le stalinisme des années 1930 car aucune des deux ne servait plus le prolétariat mondial.



Les deux types de partis ouvriers bourgeois ne se différenciaient plus par leur stratégie, leur programme. Ils partageaient la défense de l'État bourgeois, l'alliance avec la bourgeoisie et la préservation des empires coloniaux. Ils ne restaient différents que une caractéristique importante, mais secondaire, leur rapport plus ou moins direct à la bourgeoisie mondiale.

- Dans le cas des partis staliniens, leur rôle contre-révolutionnaire venait de leurs liens avec les bureaucraties qui contrôlaient les pays où le capital avait été exproprié (au premier chef celle de l'URSS) et qui, pour conserver leurs privilèges, combattaient la révolution chez elles et dans les pays capitalistes.
- Pour les partis sociaux-démocrates ou travaillistes, leur caractère traître découlait directement de leurs multiples liens avec leur bourgeoisie nationale.

En temps ordinaire, la sociale-démocratie parlementariste semblait plus fiable à sa bourgeoisie et elle servait à semer des illusions dans la démocratie bourgeoise dans les pays impérialistes.

Cependant, le stalinisme démontra son utilité à la bourgeoisie mondiale par sa ferme détermination contre-révolutionnaire en cas de menace contre l'ordre bourgeois (grève générale, armement des travailleurs) comme en 1936, en 1944 et en 1968 pour ce qui concerne la France.

Parfois, les deux variantes de « réformisme » ont coexisté dans le même pays. Ainsi, en France le PCF l'a emporté à partir de 1936 sur le PS-SFIO ; le PS a repris l'avantage à partir de 1981.

La place centrale du Parti « socialiste » dans les gouvernements bourgeois de la 5e République de 1981 à 1993, puis de 1997 à 2002 (présidence, premiers ministres) l'avait discrédité pour un moment. Pourtant, le Parti « communiste » français se révèle incapable d'enrayer son déclin.

Deux raisons expliquent l'échec successif de Marchais, Hue et Buffet. D'une part, la conjoncture française : le PCF est lui-même membre de 1981 à 1984, puis de 1997 à 2002, des gouvernements de type front populaire que constitue le PS avec divers petits partis bourgeois (PRG, MRC, Verts...). D'autre part, un événement historique mondial : l'effondrement de l'URSS en 1991 et le rétablissement ultérieur du capitalisme en Russie par la bureaucratie qui avait usurpé, sous la conduite de Staline, le pouvoir de la classe ouvrière à la fin des années 1920.

Supplanter le PCF pour profiter des voix ouvrières et concurrencer le PS ?

Un parti comme le PCF qui est né en 1920 de l'impact de la guerre mondiale et de la Révolution d'octobre sur le PS et le syndicalisme, qui a eu la confiance de plusieurs générations successives de travailleurs, ne disparaît pas facilement. Mais, avec la reconversion en bourgeoisie des anciennes bureaucraties étatiques de l'ex-URSS et de la Chine, il n'y a plus à proprement parler de partis staliniens. Plus rien ne différencie stratégiquement les partis « socialistes » des partis « communistes ».

D'où la tentation de fractions de la sociale-démocratie ou du centrisme de s'emparer des dépouilles du stalinisme tant dans les appareils syndicaux (CGT, FSU en France) que dans les sinécures électives conservées par le PCF (les postes de maires, de conseillers généraux, de députés, de sénateurs, de députés européens, éventuellement de ministres). Mélenchon n'a rien inventé : des sociaux-démocrates de gauche l'ont précédé en France (un courant « trotskyste » pro-Chavez, « La Riposte », a rejoint le PCF en 1999) et en Allemagne (avec la constitution en 2007 du Parti de gauche (Die Linkespartei), par fusion du PDS (issu du SED stalinien) et de la WASG (issue du SPD social-démocrate). Le succès de Die Linke incite Mélenchon et quelques autres parlementaires à rompre avec le PS fin 2008.

Mélenchon imite notoirement le style de Georges Marchais, mort en 1997. Marchais avait conquis ses galons aux yeux de Brejnev par sa posture résolument contre-révolutionnaire face au soulèvement étudiant et à la grève générale en 1968. Une fois désigné secrétaire général, Marchais a conclu un bloc électoral et gouvernemental avec le Parti radical de gauche et le PS en 1972 sur un programme bourgeois, il a dénoncé les travailleurs qui voulaient faire la révolution au Chili et a approuvé l'entrée au gouvernement du général Pinochet en 1973, il a renié officiellement la dictature du prolétariat en 1976, il a approuvé la destruction au bulldozer d'un foyer de travailleurs immigrés à Vitry en 1980, il a appelé publiquement à voter pour le candidat du PS au deuxième tour de l'élection présidentielle en 1981 tout en faisant secrètement voter pour Giscard, il a envoyé 4 ministres du PCF participer au gouvernement que Mitterrand mettait en place.... Tel est, avec Mitterrand, le modèle de Mélenchon.



« Qu'ils s'en aillent tous », mais les patrons resteront et le capitalisme restera !

Le candidat du PG s'est bien préparé à *« rencontrer le peuple français »*, comme disent tous les héritiers du bonapartisme gaulliste. Pour cela, il a écrit *Qu'ils s'en aillent tous !*

Mélenchon -qui n'invente décidément pas grand-chose- a donné comme titre à son programme personnel le slogan spontané des manifestations argentines de décembre 2001 qui chassèrent le président péroniste du Parti justicialiste, élu au suffrage universel par les « citoyens ». Un tel mot d'ordre laissait entière la question : par qui remplacer les deux partis bourgeois, PJ et PR (voir *Révolution socialiste* n° 1) ?

La limite de ce slogan a rapidement été prouvée. En guise de « révolution citoyenne », faute de conseils ouvriers et populaires, faute d'un parti de type bolchevik, faute de révolution, les péronistes du PJ ont en effet gardé le pouvoir : Duhalde de 2002 à 2003, Nestor Kirchner de 2003 à 2007, Cristina Kirchner de 2007 à aujourd'hui (voir *Révolution socialiste* n° 34).

Pour Mélenchon, ceux qui doivent « partir » sont :

> *Les patrons hors de prix, les sorciers du fric qui transforment tout ce qui est humain en marchandise, les émigrés fiscaux, les financiers dont les exigences cancérisent les entreprises.* (Jean-Luc Mélenchon, *Qu'ils s'en aillent tous*, Flammarion, 2010, p. 12)

Donc, les patrons peuvent rester, selon Mélenchon, s'ils sont « bon marché ». Donc, le capitalisme peut perdurer, s'il échappe aux « financiers ». Comme s'il pouvait y avoir un capitalisme sans financiers, comme si tout capital important, celui des groupes capitalistes, n'avait pas une dimension financière (partage du capital social en actions cotées en bourse, taux de profit, OPA, prises de participation, contrôle de filiales et cession de filiales, emprunts, placements de la trésorerie, spéculation sur les matières premières, sur les devises et les produits financiers dérivés...) aussi inséparable de ses autres caractéristiques que le nationalisme des autres traits de Mélenchon.

> *Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles ; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion.* (Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916, *Œuvres* t. 22, p. 245)

Comme il s'agit, comme pour tout escroc réformiste, de gagner les voix des travailleurs pour en vivre grassement, le candidat Mélenchon prétend qu'une fois élu président (sic), il va *« partager les richesses »*. Ainsi, les patrons ne seront plus « hors de prix » ; il se propose d'instaurer un « salaire maximum » :

> *Au sein d'une entreprise, pas de salaire, en haut de l'échelle, qui fasse plus de vingt fois celui du bas de l'échelle. Il ne s'agit pas d'égalitarisme ni d'uniformisation. Je suis parfaitement conscient qu'il y a des tâches dont le contenu a une valeur d'usage et une valeur d'échange différentes et que toutes ne s'achètent pas au même prix. Mais ce système lie tous les étages de la pyramide. Ainsi, celui qui est en haut de l'échelle, s'il décide d'augmenter son salaire, aura l'obligation d'augmenter ceux du bas de l'échelle.* (Jean-Luc Mélenchon, *Qu'ils s'en aillent tous*, Flammarion, 2010, p. 67)

Au plan de l'analyse, tout en montrant l'archaïsme de la propriété privée des moyens de production, l'apparition de dirigeants distincts des actionnaires dès la fin du 19e siècle correspond à une répartition des rôles au sein de la bourgeoisie. Les managers des grands groupes capitalistes ne sont pas une partie du prolétariat, mais une section de la classe capitaliste. Leur prétendu « salaire » est la rémunération de leur capacité à exploiter les travailleurs salariés au compte des apporteurs de capitaux.

> *Le capitaliste productif se pénètre de l'idée que son profit d'entreprise, loin d'être en opposition avec le travail salarié et de ne représenter que du travail d'autrui non payé, est au contraire un « salaire ». Ce salaire doit être plus élevé que le salaire ordinaire, d'abord parce qu'il paie du travail plus compliqué, ensuite parce que celui qui le paie se le paie à lui-même. Continuellement, on perd de vue que la fonction du capitaliste consiste à produire, dans les conditions les plus économiques possibles, de la plus-value et à s'approprier du travail non payé.* (Karl Marx, *Le Capital*, livre III, ch. 23)

Sur le plan des propositions, Mélenchon s'intègre pleinement aux vieux mythes réformistes, voire à ceux de la « participation » fasciste et gaulliste. Le NPA, le PCF et le PS n'ont pas attendu le PG pour proposer –comme Sarkozy lui-même– de mieux « partager les richesses » dans l'entreprise :

> *La question du partage des richesses au sein de l'entreprise doit être posée dans des termes nouveaux. Parce qu'il doit y avoir une proportionnalité entre les revenus à l'intérieur des entreprises, le PS propose qu'au sein de celles qui ont une participation publique dans leur capital, les rémunérations soient comprises dans une échelle de l'ordre de 1 à 20.* (*Le PS propose*, 10 janvier 2011)



P. Herzog, G. Marchais, 1981

D'une part, les PDG des groupes capitalistes touchent toutes sortes d'avantages en nature (qui échappent largement à l'impôt sur le revenu) ; d'autre part, ils sont aussi actionnaires. Les actionnaires touchent des revenus qui ne sont pas des « salaires » mais des dividendes, une part des profits, ou bien réalisent des « plus-values » en les revendant en bourse, toutes sortes de revenus qui dépassent leurs mirobolants « salaires » officiels.

Pour Mélenchon et ses amis-ennemis de « la gauche », le mode de production capitaliste, l'exploitation de la force de travail pour le profit privé d'une minorité, ne doivent pas être renversés, le capital ne doit être exproprié. Mélenchon comme Sarkozy prône la réforme du capitalisme.

Rien ne distingue le programme du PG de celui du PS, sinon la surenchère chauvine

> *Qu'ils s'en aillent aussi, les griots du prétendu « déclin de la France » avec leurs sales refrains qui injectent le poison de la résignation.* (Jean-Luc Mélenchon, *Qu'ils s'en aillent tous,* Flammarion, 2010, p. 12)

« La France » est le point de départ et d'arrivée de Mélenchon, comme de tous les politiciens dévoués au capitalisme français, du PCF au FN en passant par le PS et l'UMP. S'il y a un intérêt national, alors les classes sont secondaires : la lutte est entre la France et l'étranger et non entre la bourgeoisie « française » (qui, en ce qui concerne sa fraction hégémonique, est très internationale, exploite partout dans le monde et réside où bon lui chante) et la classe ouvrière « française » (qui comprend d'ailleurs un bon nombre d'immigrés).

> *Le patriotisme officiel n'est qu'un masque des intérêts des exploiteurs. Les ouvriers conscients rejettent ce masque avec mépris. Ils ne défendent pas la patrie bourgeoise, mais les intérêts des travailleurs et des opprimés de leur propre pays et du monde entier.* (Léon Trotsky, *La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940, GB, p. 12)

Jean-Pierre Chevènement, le chef du MRC, un petit parti gaulliste « de gauche », n'est même pas mort que Mélenchon lui vole son fonds de commerce, le mélange de « République » et de « Nation » (avec des majuscules, bien sûr), ce bric-à-brac patriotique qui a servi au « système » pour écraser la Commune de Paris en 1871, pour justifier la colonisation, pour légitimer la guerre de 1914, pour intervenir contre la révolution russe, pour préserver la 3e République bourgeoise en 1936, pour justifier la guerre de 1939, pour se rallier à De Gaulle en 1941, pour reconstruire l'État bourgeois en 1944, pour écraser les révoltes des peuples coloniaux, pour sauver la 5e République bourgeoise en 1968, pour se couler dans les institutions gaullistes en 1981, pour poursuivre une « politique de l'immigration » qui divise la classe ouvrière, pour voter Chirac en 2002...

Pour se distinguer de Sarkozy qui est son principal concurrent sur le terrain de la défense de « la France », de la désindustrialisation, voire de la dénonciation creuse des abus de la « finance », Mélenchon en est réduit à invoquer les esprits, les mauvais, « l'anti-France » !

> *Ce qui est anéanti, avec cet état d'esprit, ce n'est pas seulement le principe moral et politique du civisme. C'est le pays lui-même qui se dissout. La France se confond avec sa République. C'est son identité. Si nous renonçons à être citoyens, nous cessons d'être le peuple de cette Nation.* (Jean-Luc Mélenchon, *Qu'ils s'en aillent tous,* Flammarion, 2010, p. 29)

Tout ce qui guidait la 3e République, le « régime de Vichy » qui lui a succédé (par vote de l'Assemblée élue en 1936), la 4e République, la 5e que ce soit sous De Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac

est exactement la même chose que ce qui guide aujourd'hui Sarkozy, pas un « état d'esprit », mais la défense implacable des intérêts généraux de la bourgeoisie française, toujours menée, pour tenter de mystifier les masses, au nom de la « Nation » (avec un N majuscule) dans laquelle les classes se dissoudraient.

Cependant, la bourgeoisie française, depuis qu'elle a mis en place l'Union européenne en 1957 avec sa rivale allemande, éprouve des difficultés à utiliser à plein le principal ressort de l'idéologie bourgeoise qu'est le nationalisme. La crise remet le chauvinisme en avant et Sarkozy lui ajoute la religion comme ciment idéologique.

Pour user d'un patriotisme européen, pour le substituer de manière crédible au nationalisme français, encore faudrait-il que la bourgeoisie française puisse fusionner avec d'autres bourgeoisies, unifier l'Europe. Or, les bourgeoisies des puissances impérialistes sont incapables de renoncer à leur État pour maintenir l'ordre social (au premier chef les conditions de l'exploitation des travailleurs par les capitalistes) et secondairement se défendre contre les autres fractions nationales de la bourgeoisie mondiale, comme viennent d'en témoigner le sauvetage par chaque État de l'Union européenne de ses groupes bancaires et, quand il en a, de ses groupes automobiles.

Les divisions de la classe dominante sur cette question se réfractent chez ses agents au sein de la classe ouvrière. Le PG et le PCF, parfois appuyés par le NPA et LO (comme lors du référendum de 2005) se rangent aux côtés de la fraction de la bourgeoisie la plus arriérée, qui ne peut vivre qu'à l'abri des frontières. Ils se retrouvent avec des partis bourgeois minoritaires (Debout la République, MRC, FN), tandis que le PS se range avec la principale expression politique de la bourgeoisie (l'UMP) et quelques autres partis bourgeois (EELV, MoDem, PRG) aux côtés de la fraction hégémonique de la bourgeoisie française, celle qui joue la carte de l'UE pour ne pas disparaître face aux États-Unis, au Japon et à la Chine.

> *Que veut dire l'idée même de souveraineté populaire quand on est membre de l'Union européenne ? Pas grand chose. C'est le premier obstacle au programme de la révolution citoyenne.* (Jean-Luc Mélenchon, *Qu'ils s'en aillent tous*, Flammarion, 2010, p. 73)

À cet égard, si toutes les bureaucraties syndicales, les partis réformistes et semi-réformistes (PS, PG, POI, PCF, NPA, LO) découragent la classe ouvrière, la divisent, éloignent d'elle les autres couches populaires par leur orientation impuissante et capitularde, il faut le dire clairement : par le chauvinisme français qu'ils propagent dans les masses, le PCF, le PG et le POI font particulièrement le lit du fascisme.

> *L'État bourgeois avec ses armées et ses barrières douanières est devenu le plus grand frein au développement des forces productives qui exigent une arène plus vaste.*
>
> *Un socialiste qui se prononce aujourd'hui pour la défense de la « patrie » joue le même rôle réactionnaire que les paysans de Vendée qui se précipitèrent à la défense du régime féodal, c'est-à-dire de leurs propres chaînes.* (Léon Trotsky, *La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940, GB, p. 11)

La pratique du PG, crétinisme électoral et garde rapprochée des bureaucraties syndicales

Le « Parti de gauche » s'est constitué en 2008 en affirmant sa volonté de participer à une nième version de « gauche plurielle », au cas où l'usure du tandem Sarkozy – UMP offrirait la possibilité d'un succès électoral. Les élections accaparent toute son attention et il mise sur une alliance avec le PCF pour exister au plan national, en profitant des élus locaux et de l'implantation traditionnelle de ce parti. Il escompte siphonner ses voix, récupérer l'électorat que les ex-staliniens ont perdu. Quant au PCF, il entend profiter d'un changement de sigle pour garder ce qu'il lui reste de députés, maires, conseillers.

En 2009, lors des élections au parlement européen, sur une base à la fois pro-capitaliste et hostile à l'Union européenne, le PG noue le « Front de gauche pour changer d'Europe » avec le PCF, une scission du NPA (« Gauche unitaire ») et une scission du MRC (« République et socialisme »). Même si les scores sont restés modestes (6 % des voix), Mélenchon obtient son poste de député et la direction du PCF juge que le Front de gauche a permis d'arrêter

RÉVOLUTION SOCIALISTE
organe du Groupe bolchevik
pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire,
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire
[Collectif révolution permanente]

Pour prendre contact avec le Groupe bolchevik
Re-So / AGECA service BP /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS
Site du CRP Pérou
luchamarxista.blogspot.com
Site du GKK Autriche
www.klassenkampf.net
Site du GB
revolution-socialiste.info
Directrice de la publication
ML Herblot
RS35.07



ISSN
1634-4006

son déclin électoral et a remisé au fond du tiroir les humiliants 1,93 % de Marie-George Buffet aux présidentielles de 2007.

Aux élections régionales, à quelques exceptions près, le PCF reconduit son bloc avec le PG. Le PG s'allie parfois avec le NPA. Les listes FG obtiennent 7 % (soit 560 000 voix) dans les 17 régions où elles sont présentes. Comme LO dès le premier tour des élections municipales de 2008, comme le NPA au second tour, le PG obtient en 2010 un certain nombre d'élus grâce à des tractations avec le PS et Europe écologie. Ces alliances avec le grand parti réformiste et le nouveau parti bourgeois écologiste en annoncent bien d'autres ; d'ailleurs, le modèle de Mélenchon, Die Linke, gère le land de Berlin avec le SPD depuis des années.

Le résultat des élections cantonales de mars montre une progression en voix pour le Front de gauche (autour de 200 000) par rapport aux précédents scrutins. Mélenchon en fait un argument supplémentaire face au PCF pour sa candidature de 2012 et semble remporter la partie. Faute d'alternative politique à l'électoralisme et au social-chauvinisme, faute de personnalité identifiée dans les medias bourgeois, Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF, désigne le 8 avril, en conseil national, Mélenchon comme son préféré, contre le candidat PCF initialement prévu.... La direction pense majoritairement que le Front de gauche élargit la surface électorale du PCF et qu'il en tirera bénéfice aux élections législatives puis municipales.



J.L. Mélenchon, novembre 2010, photo David Balicki

Elle mesure également que le PG est un allié des appareils qui dirigent les syndicats, une aide pour ses bureaucrates qui pourraient être menacés quand les travailleurs entrent en action.

Ainsi, durant la mobilisation en défense des retraites, contre le projet de loi Woerth-Sarkozy, le PG, comme le NPA, LO, le PCF et le PS, a totalement soutenu la politique des directions syndicales qui ont fait piétiner des millions de travailleurs dans des journées d'action impuissantes à faire céder Sarkozy (voir *Révolution socialiste* n° 34). Comme elles, Mélenchon demandait des « négociations » avec le gouvernement quand les grévistes et manifestants exigeaient le retrait de l'attaque contre nos retraites.

> *Nous avons été des millions dans la rue à dire NON à cette réforme des retraites, à demander, avec les syndicats, l'ouverture de négociations.* (Front de gauche, *Tract*, 6 novembre 2010)

Après avoir contribué à empêcher la grève générale, le PG relaie une« *pétition* » initiée par le magazine *Politis* pour supplier Sarkozy, qui vient de vaincre, d'organiser « *un référendum* ». Comme si ce que la force collective de la classe ouvrière n'a pu empêcher serait obtenu par des signatures de « *citoyens* » armés de « *l'article 11 de la Constitution* » !

Nul doute que la farce du « *référendum citoyen* » ne tiendra une belle place dans la 6e République bourgeoise mélenchonienne qui, dans ses vastes projets, succéderait à la 5e gaulliste et mitterrandienne, sans toucher aux services secrets, à la police, à l'armée, donc à l'essentiel de l'État bourgeois. *Qu'ils restent tous*, en résumé...

Le soutien du PG à l'intervention impérialiste française en Libye

Au Parlement européen le 10 mars, J-L Mélenchon et M-C Vergiat (l'autre députée PG) ont voté la résolution présentée par ce que Mélenchon appelle, d'habitude, « la droite » et soutenue par le PS. Elle valide une intervention militaire en Libye :

> *Le Parlement européen invite la Haute représentante et les États membres à se tenir prêts pour une décision du Conseil de sécurité concernant d'autres mesures, y compris la possibilité d'instaurer une zone d'exclusion aérienne pour empêcher le régime de prendre pour cible la population civile ; souligne que toute mesure émanant de l'Union et de ses États membres devrait être conforme à un mandat des Nations unies et se fonder sur une coordination avec la Ligue arabe et l'Union africaine, en encourageant ces deux organisations à guider les efforts internationaux.*

La couverture de l'ONU est chaudement approuvée par Mélenchon qui vante la résolution ONU n° 1973 au nom de laquelle les armées impérialistes protègent les Libyens en les bombardant, assurent l'avenir de leur pays en tentant de rafler son pétrole. Le PCF est sur la même longueur d'ondes : toute la résolution, rien que la résolution.

> *Protéger les populations victimes d'attaques, de fusillades et de massacres, qui appellent au secours, est un devoir. Le contenu de la résolution 1973 de l'ONU permet de l'assumer et elle a été présentée comme telle, bien tardivement il est vrai.* [...] *D'autre part, il était important que la résolution soit adoptée au titre du chapitre VII de la charte des Nations unies qui concerne « le maintien de la paix internationale ».* (*L'Humanité dimanche*, 24 mars 2011)

En participant à l'union nationale qui entoure l'intervention militaire de l'impérialisme français, le PG et le PCF apportent un soutien à Sarkozy. C'est un fait, loin des effets de manche.

Harrisburgh 1979, Tchernobyl 1986, Fukushima 2011
Un ramassis de mensonges pour servir les capitalistes du nucléaire

Après la défaillance du système de refroidissement d'une centrale nucléaire vieille de 40 ans, dans la ville japonaise de Fukushima dévastée par un tsunami, les craintes d'une fusion des réacteurs et d'un cataclysme nucléaire ont pris corps. Depuis la catastrophe atomique de Tchernobyl, 25 ans se sont écoulés mais Tchernobyl reste une ville fantôme et l'Ukraine doit consacrer la part gigantesque de 5 % de son PIB à consolider, et maintenant reconstruire, un sarcophage pour isoler le réacteur.

Les journaux témoignent de la désinformation distillée à l'Est comme à l'Ouest. L'impérialisme avait déjà utilisé la propagande soporifique après l'accident survenu sur un réacteur de la centrale américaine de Harrisburgh en 1979. Les staliniens au pouvoir dans l'URSS en pleine dégénérescence ont tout tenté, en 1986, pour dissimuler la terrible réalité, pour « l'enjoliver », tandis qu'ils envoyaient des « liquidateurs » vers une mort certaine et broyaient des milliers d'autres vies en retardant les évacuations des zones mortellement touchées par la radioactivité.

Malgré un franchissement sans précédent des valeurs limites de radioactivité, les autorités allemandes soutenaient que *« le risque encouru par la population était faible »*, le SPÖ à Vienne *« ne voyait pas la moindre raison de modifier les manifestations publiques prévues en mai »*. Impression de *déjà vu* après Fukushima : des nuées de politiciens bourgeois et leurs « experts » se sont abattues pour protéger, non les populations, mais les commanditaires qui les rétribuent, le lobby atomique. Ils crient et agitent leurs ailes pour camoufler que la maîtrise du nucléaire par les groupes capitalistes privés est une fable difficile à raconter de manière crédible. Il est évident que ni Tchernobyl, ni Fukushima n'ont été les seuls accidents atomiques survenus dans un réacteur pourri, avec une technologie dépassée et qu'il n'y a pas de sécurité absolue, y compris avec les normes vantées par l'industrie du nucléaire.

Avec l'envolée des prix du pétrole, la crainte de pénurie, l'impact de l'utilisation des combustibles fossiles sur le climat, l'énergie atomique avait mondialement regagné des parts de marché. L'État allemand a prolongé la durée de fonctionnement de ses centrales nucléaires, l'État français a accru leur nombre et leur puissance. Le Japon est la troisième puissance économique mondiale ; dépourvu de matières premières, il a développé l'énergie nucléaire : 54 centrales sont en fonctionnement et 14 en construction. Malgré le renforcement des normes de sécurité après le tremblement de terre dévastateur de Kobe en 1995, les centrales japonaises n'ont pas tenu face aux récentes secousses et leurs conséquences.

Or le Japon est parmi les plus menacés de la planète par les tremblements de terre, parce qu'il est situé sur une ligne de failles entre les plaques pacifique, eurasienne, philippine. Les sismologues considèrent comme inévitable la survenue de puissants séismes. La question se pose donc légitimement : pourquoi le Japon n'a pas renoncé à la production d'énergie nucléaire, n'a pas développé la recherche et la production de sources d'énergie durables et écologiques ? La réponse tient dans le maintien du mode de production capitaliste, la concurrence mondiale exacerbée par la crise, la rapacité des entreprises privées qui accumulent le profit dans ce secteur. Les opérateurs privés possesseurs des centrales de Fukushima forment le groupe électrique Tepco, 4e groupe mondial. Cette entreprise a derrière elle une longue liste d'incidents, de laisser-aller laxistes, de dissimulations : depuis 1994, les messages signalant des fissures sur les conduites d'eau, des défauts d'enrobage des réacteurs se sont multipliés sans que la direction de Tepco ne réagisse pour ne pas rogner ses profits ; entre 1977 et 2002, Tokyo Electric Power avait remis à l'État près de 200 documents falsifiés afin de cacher une série de défauts au sein de ses centrales nucléaires ; il a été par exemple établi que les contrôles de sécurité déclarés pour cette période n'ont jamais été réalisés ; en 2004, quatre travailleurs ont été tués par des échappements de vapeur dans la centrale nucléaire de Mihama. Cela n'a pas empêché Tepco de lancer une vaste campagne publicitaire pour la construction à Higashi-Dori d'une centrale géante d'une puissance de 1 385 MW.

Au regard de la catastrophe naturelle et atomique au Japon, l'alternative magistralement résumée par Rosa Luxemburg, « *socialisme ou barbarie* », est plus actuelle que jamais. Ni les séismes, ni les catastrophes nucléaires, ni le réchauffement climatique et ses conséquences désastreuses, n'engendreront par eux-mêmes la fin du mode de production capitaliste qui est le véritable frein à ce que l'humanité s'ouvre un avenir. Débarrassée de la détention privée des moyens de produire, de la course au profit qui en découle, des frontières qui l'abritent, elle pourra organiser solidairement, rationnellement, à l'échelle de la planète, la satisfaction des immenses besoins sociaux, en valorisant la recherche dans tous les domaines, y compris celui de l'énergie. La classe ouvrière, la population laborieuse, aujourd'hui exploitées, dominées, constituent la force sociale qui a l'intérêt et la capacité à réaliser cette révolution. Le plus tôt sera le mieux !

13 mars 2011, Gruppe Klassenkampf / Groupe lutte de classe (Autriche)

140e anniversaire de la Commune de Paris de 1871

Lénine : À la mémoire de la Commune, 1911



Quarante ans se sont écoulés depuis la proclamation de la Commune de Paris. Selon la coutume, le prolétariat français a honoré par des meetings et des manifestations la mémoire des militants de la révolution du 18 mars 1871 ; à la fin de mai, il ira de nouveau déposer des couronnes sur la tombe des communards fusillés, victimes de l'horrible « semaine sanglante » de mai et jurer une fois de plus de combattre sans relâche jusqu'au triomphe complet de leurs idées, jusqu'à la victoire totale de la cause qu'ils lui ont léguée.

Pourquoi le prolétariat, non seulement français, mais du monde entier, honore-t-il dans les hommes de la Commune de Paris ses précurseurs ? Et quel est l'héritage de la Commune ?

La Commune naquit spontanément ; personne ne l'avait consciemment et méthodiquement préparée. Une guerre malheureuse avec l'Allemagne ; les souffrances du siège ; le chômage du prolétariat et la ruine de la petite bourgeoisie ; l'indignation des masses contre les classes supérieures et les autorités qui avaient fait preuve d'une incapacité totale ; une fermentation confuse au sein de la classe ouvrière qui était mécontente de sa situation et aspirait à une autre organisation sociale ; la composition réactionnaire de l'Assemblée nationale qui faisait craindre pour la République, tous ces facteurs, et beaucoup d'autres, poussèrent la population de Paris à la révolution du 18 mars qui remit inopinément le pouvoir entre les mains de la Garde nationale, entre les mains de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie qui s'était rangée de son côté.

Ce fut un évènement sans précédent dans l'histoire. Jusqu'alors, le pouvoir se trouvait ordinairement entre les mains des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, c'est-à-dire d'hommes de confiance à eux, constituant ce qu'on appelle le gouvernement. Mais après la révolution du 18 mars, lorsque le gouvernement de M. Thiers s'enfuit de Paris avec ses troupes, sa police et ses fonctionnaires, le peuple devint le maître de la situation et le pouvoir passa au prolétariat. Mais dans la société actuelle, le prolétariat, économiquement asservi par le capital, ne peut dominer politiquement s'il ne brise les chaînes qui le rivent au capital. Et voilà pourquoi le mouvement de la Commune devait inévitablement revêtir une couleur socialiste, c'est-à-dire chercher à renverser la domination de la bourgeoisie, la domination du capital, et à détruire les *assises* mêmes du régime social actuel.

Au début, ce mouvement fut extrêmement mêlé et confus. Y adhéraient des patriotes qui espéraient que la Commune reprendrait la guerre contre les Allemands et la mènerait à bonne fin. Il était soutenu par les petits commerçants menacés de ruine si le paiement des traites et des loyers n'était pas suspendu (ce que le gouvernement leur avait refusé, mais que la Commune leur accorda). Enfin, au début, il bénéficia même en partie de la sympathie des républicains bourgeois qui craignaient que l'Assemblée nationale réactionnaire (les « ruraux », les hobereaux sauvages) ne restaurât la monarchie. Mais dans ce mouvement, le rôle principal fut naturellement joué par les ouvriers (surtout par les artisans parisiens) parmi lesquels une active propagande socialiste avait été menée durant les dernières années du second Empire et dont beaucoup appartenaient même à l'Internationale.

Les ouvriers seuls restèrent fidèles jusqu'au bout à la Commune. Les républicains bourgeois et les petits bourgeois s'en détachèrent bientôt : les uns effrayés par le caractère prolétarien, socialiste et révolutionnaire du mouvement ; les autres lorsqu'ils le virent condamné à une défaite certaine. Seuls les prolétaires français soutinrent sans crainte et sans lassitude *leur* gouvernement ; seuls ils combattirent et moururent pour lui, c'est-à-dire pour l'émancipation de la classe ouvrière, pour un meilleur avenir de tous les travailleurs.

Abandonnée par ses alliés de la veille et dépourvue de tout appui, la Commune devait inéluctablement essuyer une défaite. Toute la bourgeoisie de la France, tous les grands propriétaires fonciers, toute la Bourse, tous les fabricants, tous les voleurs grands et petits, tous les exploiteurs se liguèrent contre elle. Cette coalition bourgeoise soutenue par Bismarck (qui libéra 100 000 prisonniers français pour réduire Paris) réussit à dresser les paysans ignorants et la petite bourgeoisie provinciale contre le prolétariat parisien et à enfermer la moitié de Paris dans un cercle de fer (l'autre moitié étant investie par l'armée allemande).

Dans certaines grandes villes de France (Marseille, Lyon, Saint-Etienne, Dijon et ailleurs), les ouvriers tentèrent également de s'emparer du pouvoir, de proclamer la Commune et d'aller secourir Paris, mais ces tentatives échouèrent rapidement. Et Paris, qui leva le premier le drapeau de l'insurrection prolétarienne, se trouva réduit à ses seules forces et voué à une perte certaine.

Pour qu'une révolution sociale puisse triompher, deux conditions au moins sont nécessaires : des forces productives hautement développées et un prolétariat bien préparé. Mais en 1871 ces deux conditions faisaient défaut. Le capitalisme français était encore peu développé et la France était surtout un pays de petite bourgeoisie (artisans, paysans, boutiquiers, etc.). Par ailleurs, il n'existait pas de parti ouvrier ; la classe ouvrière n'avait ni préparation ni long entraînement et dans sa masse, elle n'avait même pas une idée très claire de ses tâches et des moyens de les réaliser. Il n'y

avait ni sérieuse organisation politique du prolétariat, ni syndicats ou associations coopératives de masse...

Mais ce qui manqua surtout à la Commune, c'est le temps, la possibilité de s'orienter et d'aborder la réalisation de son programme. Elle n'avait pas encore eu le temps de se mettre à l'oeuvre que le gouvernement de Versailles, soutenu par toute la bourgeoisie, engageait les hostilités contre Paris. La Commune dut, avant tout, songer à se défendre. Et jusqu'à la fin, survenue entre les 21 et 28 mai, elle n'eut pas le temps de penser sérieusement à autre chose.

Au demeurant, malgré des conditions aussi défavorables, malgré la brièveté de son existence, la Commune réussit à prendre quelques mesures qui caractérisent suffisamment son véritable sens et ses buts. La Commune remplaça l'armée permanente, instrument aveugle des classes dominantes, par l'armement général du peuple ; elle proclama la séparation de l'Église et de l'État, supprima le budget des Cultes (c'est-à-dire l'entretien des curés par l'État), donna à l'instruction publique un caractère tout à fait laïque et par là même porta un coup sérieux aux gendarmes en soutane. Dans le domaine purement social, elle n'eut pas le temps de faire beaucoup de choses, mais le peu qu'elle fit montre avec suffisamment de clarté son caractère de gouvernement ouvrier, populaire : le travail de nuit dans les boulangeries fut interdit ; le système des amendes, ce vol légalisé des ouvriers, fut aboli ; enfin, la Commune rendit le fameux décret en vertu duquel toutes les fabriques, usines et ateliers abandonnés ou immobilisés par leurs propriétaires étaient remis aux associations ouvrières qui reprendraient la production. Et comme pour souligner son caractère de gouvernement authentiquement démocratique et prolétarien, la Commune décida que le traitement de tous les fonctionnaires de l'administration et du gouvernement ne devait pas dépasser le salaire normal d'un ouvrier et en aucun cas s'élever au-dessus de 6 000 francs par an.

Toutes ces mesures montraient assez clairement que la Commune s'avérait un danger mortel pour le vieux monde fondé sur l'asservissement et l'exploitation. Aussi la société bourgeoise ne put-elle dormir tranquille tant que le drapeau rouge du prolétariat flotta sur l'Hôtel de Ville de Paris. Et lorsque, enfin, les forces gouvernementales organisées réussirent à l'emporter sur les forces mal organisées de la révolution, les généraux bonapartistes, battus par les Allemands et courageux contre leurs compatriotes vaincus firent un carnage comme jamais Paris n'en avait vu. Près de 30 000 Parisiens furent massacrés par la soldatesque déchaînée, près de 45 000 furent arrêtés dont beaucoup devaient être exécutés par la suite ; des milliers furent envoyés au bagne ou déportés. Au total, Paris perdit environ 100 000 de ses fils et parmi eux les meilleurs ouvriers de toutes les professions.

La bourgeoisie était contente. *« Maintenant, c'en est fait du socialisme, et pour longtemps ! »*, disait son chef, le nabot sanguinaire Thiers, après le bain de sang qu'avec ses généraux il venait d'offrir au prolétariat parisien. Mais ces corbeaux bourgeois croassaient à tort. À peine six ans après l'écrasement de la Commune, alors que nombre de ses combattants croupissaient encore au bagne ou languissaient en exil, le mouvement ouvrier renaissait déjà en France. La nouvelle génération socialiste, enrichie par l'expérience de ses aînés et nullement découragée par leur défaite, releva le drapeau tombé des mains des combattants de la Commune et le porta en avant avec assurance et intrépidité aux cris de *« Vive la révolution sociale ! Vive la Commune ! »* Et quelques années plus tard, le nouveau parti ouvrier et l'agitation qu'il avait déclenchée dans le pays obligeaient les classes dominantes à remettre en liberté les communards restés aux mains du gouvernement.

Le souvenir des combattants de la Commune n'est pas seulement vénéré par les ouvriers français, il l'est par le prolétariat du monde entier. Car la Commune lutta non point pour quelque objectif local ou étroitement national, mais pour l'affranchissement de toute l'humanité laborieuse, de tous les humiliés, de tous les offensés. Combattante d'avant-garde de la révolution



RÉPUBLIQUE FRANCAISE

N° 42 LIBERTE — EGALITE — FRATERNITE N° 42

COMMUNE DE PARIS

La Commune de Paris DÉCRÈTE :

1° La conscription est abolie ;

2° Aucune force militaire, autre que la garde nationale, ne pourra être créée ou introduite dans Paris ;

3° Tous les citoyens valides font partie de la garde nationale.

Hôtel-de-Ville, le 29 Mars 1871.

LA COMMUNE DE PARIS.

sociale, la Commune s'acquit des sympathies partout où le prolétariat souffre et lutte. Le tableau de sa vie et de sa mort, l'image du gouvernement ouvrier qui prit et garda pendant plus de deux mois la capitale du monde, le spectacle de la lutte héroïque du prolétariat et de ses souffrances après la défaite, tout cela a enflammé l'esprit de millions d'ouvriers, fait renaître leurs espoirs et gagné leur sympathie au socialisme. Le grondement des canons de Paris a tiré de leur profond sommeil les couches les plus arriérées du prolétariat et donné partout une impulsion nouvelle à la propagande révolutionnaire socialiste. C'est pourquoi l'oeuvre de la Commune n'est pas morte ; elle vit jusqu'à présent en chacun de nous.

La cause de la Commune est celle de la révolution sociale, celle de l'émancipation politique et économique totale des travailleurs, celle du prolétariat mondial. Et en ce sens, elle est immortelle.

Vladimir Lénine

Rabotchaïa Gazeta (*Journal ouvrier*) n° 4-5
15 avril 1911



18 mars 1871, barricade rue St Sébastien

Le Front National une expression du capitalisme en putréfaction

L'UMP concurrencée par le Front national

Les medias ne cessent de bruire du Front national : remplacement à sa tête d'un Le Pen (Jean-Marie) par une autre (Marine), modernisation du parti fascisant par celle-ci, adhésion de responsables syndicaux, sondages donnant sa candidate présente au second tour de l'élection présidentielle 2012, la mutation en « parti ouvrier », etc. :

La classe exploiteuse est aussi la classe dominante. Si tous les exploités étaient spontanément conscients à tout moment, à quoi bon un programme marxiste, à quoi bon un parti révolutionnaire, à quoi bon une stratégie, des tactiques, la lutte ? Tout parti bourgeois important, en temps ordinaire, peut compter sur une base dans le peuple. Ainsi, en France, le parti gaulliste RPF-UDR-RPR-UMP a toujours eu un soutien non seulement dans la bourgeoisie (capitalistes, hauts fonctionnaires), mais dans la petite bourgeoisie traditionnelle (travailleurs indépendants), la petite bourgeoisie salariée (encadrement) et même dans les couches arriérées de la classe ouvrière (classe qui ne se borne pas aux « ouvriers » de l'INSEE et des journalistes, mais englobe les « employés » et les « professions intermédiaires »).

Le Front national s'est construit à la droite du parti gaulliste en captant, dans les années 1980, une partie de sa base populaire. Le candidat de l'UMP Nicolas Sarkozy est parvenu à la reprendre au FN en 2007. Comme la crise capitaliste mondiale accentue le déclin de la France, augmente le chômage et la misère de certains quartiers et de zones rurales, et que le prolétariat apparaît incapable de tracer une voie, Marine Le Pen pense pouvoir préparer la revanche du FN contre l'UMP en mai 2012. Elle s'appuie totalement sur l'héritage politique de son père qui était un fasciste à peine dissimulé.

La trajectoire d'un fasciste

En France, dans les décennies d'après la Deuxième guerre mondiale, il n'y a guère de place pour un parti fasciste de masse, tout au plus des groupuscules comme Occident - Ordre nouveau (dont un dirigeant est Longuet, l'actuel ministre de la défense). Cela tient, d'une part, au prestige du général De Gaulle, édifié avec l'aide du PS et du PCF ; d'autre part, au rôle du parti gaulliste RPF et de son service d'ordre dans les années 1950 et 1960, puis de l'UDR et de son « service d'action civique » (dirigé par Pasqua) dans les années 1960 et 1970. Les nervis gaullistes se chargent à cette époque d'intimider et d'attaquer physiquement les organisations ouvrières, en particulier le PCF et les organisations révolutionnaires, avec la complicité de la police, de la caste militaire et du banditisme.



Jean-Marie Le Pen s'est formé comme un étudiant fasciste, comme un participant aux guerres coloniales (en Indochine, en 1955, il est journaliste militaire ; en Algérie, en 1957, il est officier de renseignement à une époque où la torture est pratiquée à grande échelle), comme un député de l'UDCA en 1956 qui organise temporairement une révolte de commerçants, de paysans et de petits patrons menacés par la concurrence du grand capital et par l'ouverture des frontières. Non réélu, il fonde avec Gaultier (un ancien lieutenant des SS) la SERP, qui édite, en 1963, un disque intitulé *Philippe Pétain, maréchal de France* et, en 1965, *Le IIIe Reich, voix et chants de la Révolution allemande.*

En 1965, il devient le directeur de campagne de l'avocat des terroristes de l'OAS Tixier-Vignancour quand celui-ci se présente à l'élection présidentielle. Tixier rassemble 1,2 million de voix (5,2 % des suffrages) : l'ancien électorat de l'UDCA, la frange des fascistes et des collaborateurs orphelins de Pétain et de Hitler (ennemis de toujours du gaullisme), les déçus du gaullisme (dont des militaires et nombre de colons rapatriés d'Algérie, etc.

En 1968, Tixier et ses partisans attaquent physiquement les grévistes. Ensuite, les chemins de Le Pen et de Tixier se séparent. Tixier rejoint l'UDR ; plus tard, il participera au PFN, un parti fasciste qui concurrencera un temps le « Front national ». En 1977, le petit patron Le Pen devient riche grâce au testament de l'héritier des Plâtres et Ciments Lambert quand celui-ci décède d'une crise d'éthylisme. Il s'approprie personnellement cette fortune, désappointant les dirigeants du FN qui pensaient ainsi financer le parti. Le Pen bénéficie ultérieurement d'autres largesses. Marine Le Pen, sa fille née en 1968 à Neuilly, grandit donc dans un manoir de 430 m² situé dans un parc d'un demi-hectare.

Un parti de la 5e République

La leçon de la présidentielle de 1965 n'est pas perdue pour Le Pen. En 1972, il lance un parti pour fédérer les familles politiques qui sont à la droite des partis bourgeois traditionnels (UDR-RPR et UDF) : fascistes, monarchistes, fondamentalistes chrétiens, nostalgiques des colonies... sur le double thème du nationalisme français et de l'immigration arabe, pour tenter de dévier le mécontentement populaire vers une partie des travailleurs, souvent parmi les premières victimes du chômage.

C'est un parti anti-ouvrier car il est financé par le grand capital et parce que sa cible est une partie de la classe ouvrière. Le ralliement récent de quelques responsables syndicaux n'y change rien.

Pour autant, cela ne suffit pas à caractériser le FN comme un parti fasciste au sens strict, ne serait-ce que la xénophobie touche toutes les formations politiques bourgeoises d'Europe, y compris les partis bourgeois traditionnels. Par exemple, en 1986, le programme UDF-RPR prévoit d'*« affermir l'identité nationale en luttant contre l'immigration clandestine »*. En 1988, le RPR Pasqua, alors ministre de l'Intérieur et parrain de Sarkozy, déclare que *« sur l'essentiel, le FN se réclame des mêmes préoccupations que la majorité »*. En 1991, Chirac diagnostique une *« overdose »* d'immigration. Il dénonce *« le bruit et l'odeur »* de ces familles *« avec un père, 3 ou 4 épouses, une vingtaine de gosses, qui gagnent 50 000 F de prestations sociales sans naturellement travailler »*.

En outre, le FN accepte la 5e République gaulliste et se tourne surtout vers les élections. Cela le différencie d'un parti fasciste dont la perspective est de mettre fin à la démocratie bourgeoise et au mouvement ouvrier, qui mobilise pour cela les bandes de petits-bourgeois et de déclassés.

> *Le fascisme remet en selle des classes qui se trouvent immédiatement au-dessus du prolétariat et craignent d'être précipitées dans ses rangs ; il les organise, les militarise grâce aux moyens du capital financier, sous la couverture de l'État officiel, et les envoie écraser les organisations prolétariennes, des plus révolutionnaires aux plus modérées.* (Léon Trotsky, « La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne », 1932, *Comment vaincre le fascisme*, La Passion, p. 59)

Les partis ouvriers traditionnels qui sont ralliés à leur bourgeoisie depuis 1914 (pour le PS) et 1934 (pour le PCF) facilitent la tâche du FN. Dans les années 1970, le parti stalinien fait campagne pour « produire français » et se prononce au début des années 1980 pour la limitation de l'immigration. Le 24 décembre 1980, le maire PCF de Vitry fait détruire un foyer de travailleurs immigrés.

Les débuts du parti fascisant sont laborieux. En 1973, aux législatives : 1,3 % des voix. En 1974, à la présidentielle : 0,75 %. En mai 1981, Le Pen ne peut se présenter à l'élection présidentielle, faute de signatures de maires en nombre suffisant. Lors des élections législatives de 1981, le FN recueille 0,8 % des voix (100 000 suffrages).

Mais, trois ans plus tard, en 1984, aux élections européennes, à cause de l'incapacité du PS et du PCF à améliorer sa situation, une partie de la petite-bourgeoisie se tourne vers le Front national qui bénéficie de 10,9 % des voix (2 200 000 suffrages).

> *La société contemporaine se compose de trois classes : la grande bourgeoisie, le prolétariat et les classes moyennes, ou petite-bourgeoisie. Les relations entre ces trois classes déterminent en fin de compte la situation politique. Les classes fondamentales sont la grande bourgeoisie et le prolétariat. Seules ces deux classes peuvent avoir une politique indépendante, claire et conséquente. La petite-bourgeoisie est caractérisée par sa dépendance économique et son hétérogénéité sociale. Sa couche supérieure touche directement la grande bourgeoisie. Sa couche inférieure se fond avec le prolétariat et tombe même dans le lumpenprolétariat. Conformément à sa situation économique, la petite-bourgeoisie ne peut avoir de politique indépendante. Elle oscille constamment entre les capitalistes et les ouvriers.* (Léon Trotsky, *Où va la France ?* 1934, GB, p. 19)

Le sort de son rival, le « Parti des forces nouvelles » (1974-1984), conforte les choix légalistes et électoraux du FN. En 1981, quand le front populaire « Union de la gauche » accède au pouvoir, le PFN croit venue l'heure du fascisme. En 1982, ses nervis attaquent deux ministères dirigés par le PCF, puis un défilé d'anciens combattants du PCF. Mais il ne trouve pas de base sociale suffisante et la plupart de ses membres, dépités, rejoignent le FN ou le RPR.

En 1984, avec le passage au scrutin proportionnel voulu par Mitterrand afin de contrer le RPR, le FN, avec 9,8 % des suffrages exprimés, obtient 35 députés. Aux élections européennes de 1984, le FN récolte 11 %. Aux législatives de 1986, 9,6 % des voix. En 1998, à la présidentielle, 14,4 % ; aux législatives, 9,7 %.En 1989, aux européennes, 11,7 %. En 1993, aux législatives, 12,4 %. En 1994, aux européennes, 10,5 %. En 1995, à la présidentielle, 15 %. En 1996, aux législatives, 14,9 %. En 1999, aux européennes, 5,7 %.

Désormais, le FN est installé dans la vie politique officielle dont il respecte le cadre, d'autant que ses résultats électoraux lui assurent un confortable financement public : 1,8 millions d'euros en 2009, sans compter les indemnités des élus (voir *Journal officiel*, 29 décembre 2010). Pourtant, le PCF, le PS et leurs acolytes d'extrême-gauche s'obstinent à le présenter comme d'une nature radicalement différente du RPR-UMP, qui serait, lui, « démocrate » et « républicain ».

Quand le FN sert à faire voter UMP

De 1997 à 2002, le gouvernement PCF-PS-MDC-PRG-Verts dirigé par Jospin privatise à tour de bras, allège l'impôt sur les entreprises et sur les riches, renforce les lois contre l'immigration... Par conséquent, au premier tour de la présidentielle de 2002, le FN décroche 16,9 % des voix, soit plus que le candidat du PS, Jospin (16,2 %) qui est donc éliminé.

Loin d'en tirer les leçons, le PS et le PCF redoublent dans la capitulation. Le travestissement du FN en parti fasciste, qui a toujours été une exagération, leur sert alors de prétexte à voter pour le candidat du principal parti de la bourgeoisie impérialiste, comme si des bulletins de vote pouvaient protéger du fascisme (voir *Révolution socialiste* n° 7). La LCR, qui se prétend « section français de la 4e Internationale », appelle aussi à voter Chirac, ce qui prépare sa liquidation ultérieure dans le NPA (voir *Révolution socialiste* n° 30).

Le grand capital commande tant aux bandes fascistes qu'aux partis bourgeois « démocratiques ». Faire croire au caractère démocratique de la bourgeoisie, de son

État, de la 5e République, de l'UMP est une mystification. La domination des producteurs par les exploiteurs, du plus grand nombre par quelques riches, est une loi fondamentale des formations sociales de classe, y compris les sociétés capitalistes aux formes les plus démocratiques. Toute l'histoire montre que la bourgeoisie n'hésite pas à réprimer les grèves et les manifestations ouvrières à l'intérieur, à menacer les autres peuples et à les soumettre par la violence à l'extérieur.

Au second tour de 2002, le candidat RPR-UMP est plébiscité avec 82,2 % des suffrages. Le Pen obtient 17,8 %. Aux élections législatives qui suivent, le Front national revient à 11,3 %. Le gouvernement UMP va appliquer la politique conforme aux intérêts de la bourgeoisie, politique largement partagée par le FN : privatisations, avantages fiscaux aux patrons, criminalisation des jeunes des quartiers pauvres, restriction des libertés démocratiques, prérogatives accrues de la police, renforcement des corps répressifs de l'État, attaques contre les travailleurs de la fonction publique et les travailleurs sans-papier, limitation du droit de grève...

En mars 2011, le PS et ses alliés remettent cela, ils appellent à voter UMP quand le FN est présent au second tour des élections cantonales... sans oser, cette fois-ci, prétendre que le fascisme risque, sinon, de triompher.

Retour au franc et sortie de l'UE

Depuis, le FN aurait radicalement changé.

> *Comme la fille n'a pas les mêmes idées que son père, tout est à refaire... Un vrai changement de doctrine : le père était ultralibéral, car anticommuniste, la fille se veut sociale et protectionniste.* (*L'Expansion*, avril 2011)

La première partie du programme économique pour 2012 se nomme *« Un socle : se réarmer face à la mondialisation »* et comporte trois sortes de mesures : la sortie de l'euro, l'élévation de barrières protectionnistes, *« un État fort et stratège »* (*Projet économique du FN*, I, avril 2011). Cela ressemble terriblement au vocabulaire et aux thèmes récurrents du PCF, du PG, du POI et, dans une moindre mesure, du PS et de LO.

Devant une telle affirmation du rôle de l'État, ceux qui avaient appelé à voter « non » au référendum de 2005, ceux qui prétendent que le libéralisme est la cause des malheurs des travailleurs, ceux qui croient naïvement que l'État bourgeois peut réguler le capitalisme, ceux qui opposent « la finance » à « la production », ceux qui se lamentent que « Bruxelles » dicte odieusement sa loi à « la France » sont soit séduits, soit se retrouvent en triste compagnie.

> *La lutte contre la débâcle économique ne doit pas aboutir à la confiance en l'État, elle doit aboutir à la revendication d'un État dirigé par les prolétaires et les semi-prolétaires.* (Vladimir Lénine, « La Débâcle économique et la façon prolétarienne de la combattre », 1917, *OEuvres* t. 25, p. 42)

D'abord, les réformistes qui considèrent que le FN est fasciste ne devraient pas être surpris par cet étalage d'étatisme bourgeois. Après tout, Mussolini et Hitler n'étaient pas si libéraux. Quand ils accédèrent au pouvoir, tous deux commencèrent par des grands travaux publics et poursuivirent par la militarisation de l'économie :

> *Il s'agit surtout de restituer leur rentabilité aux entreprises capitalistes par des moyens artificiels et aux dépends des masses populaires. Ces expédients, bien sûr, n'ont rien de spécifiquement fasciste ou national-socialiste... L'économie fasciste n'est qu'une forme accentuée de l'économie capitaliste dite dirigée...* (Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*, 1936, Maspero, p. 199)

Ensuite, les travailleuses et les travailleurs ne doivent pas prendre trop au sérieux les « programmes » des démagogues de la classe dominante. Même ceux des partis bourgeois les plus établis : celui de Sarkozy ne comportait-il pas en 2007 la réduction de la dette publique, le conditionnement des exonérations de charges des entreprises à l'augmentation des salaires, l'augmentation du budget de l'enseignement supérieur de 50 %, la réduction de la présence militaire en Afrique, etc. ?

À l'examen, le « projet économique » provisoire rédigé par l'universitaire Richard Sulzer se révèle moins « social » que ne le dit la presse bourgeoise :

- il dissimule l'inflation qui serait induite par le renchérissement des importations comme le pétrole et le gaz en cas de dépréciation de la monnaie (I, A)
- il prévoit que les nationalisations des banques de dépôt seront « provisoires », autrement dit, elles seront reprivatisées après renflouement par les fonds publics (I, C)
- il dissimule que la France ne peut pas utiliser ses propres frontières pour le protectionnisme sans sortir de l'Union européenne (I, B)
- il minimise la riposte inévitable des autres États au détriment des exportations françaises et donc de l'emploi local (II, B)
- il veut baisser l'impôt sur les sociétés (II, B)
- il se propose de faire travailler plus longtemps les travailleurs âgés (II, E)
- il refuse d'annuler les intérêts et le remboursement de la dette publique antérieure (III, B)
- quand il prétend réhabiliter la dépense publique, sur 7 exemples qu'il cite, 5 sont liés au maintien de l'ordre bourgeois : police, gendarmerie, armée, tribunaux, préfectures (III, A)
- il vise à diviser les salariés et priver une partie de la classe ouvrière de ses droits (III, A)

Enfin, le programme de l'extrême-droite de la 5e République ne se borne pas à ce document provisoire : les déclarations de Le Pen et les « fiches de campagne » du FN sont plus explicitement capitalistes (voir *Prométhée*, 25 avril). De toute façon, aucune des promesses du FN aux salariés, aux travailleurs indépendants, aux petits patrons ne pourrait être remplie dans le cas de l'adoption de la stratégie qu'il trace pour le capitalisme français. La destruction de

l’UE et le repli sur l’hexagone l’affaibliraient encore plus vite.

> *Le capital est un fléau international et c’est bien pour cette raison que tous les pays sont à ce point liés les uns aux autres que le naufrage des uns entrainera tous les autres dans l’abîme.* (Vladimir Lénine, « Discours au congrès des ouvriers de la confection », 1926, *OEuvres* t. 32, p. 118)

Un reflet de l’impasse du capitalisme français et de tout le mode de production

Le *Projet économique* du FN ne constitue pas une simple manoeuvre électorale, il révèle aussi les difficultés du capitalisme français et, au delà, l’impasse du capitalisme mondial.

La croissance de la France est faible (+ 1,5 % en 2010), le déficit des échanges de biens et de services s’accroit (51 milliards d’euros en 2010), la part de marché des produits français dans le monde diminue (3,5 % en 2010 contre 6 % en 1993). L’affaiblissement du capitalisme tricolore dans le monde, en particulier face à l’émergence de l’impérialisme chinois, et dans l’Union européenne, où l’Allemagne s’affirme, provoque des tensions au sein de la bourgeoisie, de son État, des partis de gouvernement.

Le principal représentant de la bourgeoisie française, Sarkozy, préconise depuis le début de son mandat la dépréciation de l’euro et le protectionnisme aux frontières de l’Union européenne, sous prétexte des pratiques déloyales des pays émergents. Le nouveau programme du PS témoigne de même de ces préoccupations de la bourgeoisie française.

Le FN exprime plus nettement que l’UMP et le PS la tentation du repli national, parce qu’il représente davantage la fraction du capital qui n’a pu, contrairement aux entreprises du CAC 40 et aux principaux groupes de la banque et de l’assurance, s’insérer dans les oligopoles mondiaux. La classe ouvrière n’a à attendre, des uns comme des autres, que des coups. La racine est dans le mode de production capitaliste lui-même : le chômage et l’incapacité à unifier pacifiquement l’Europe en sont la preuve.

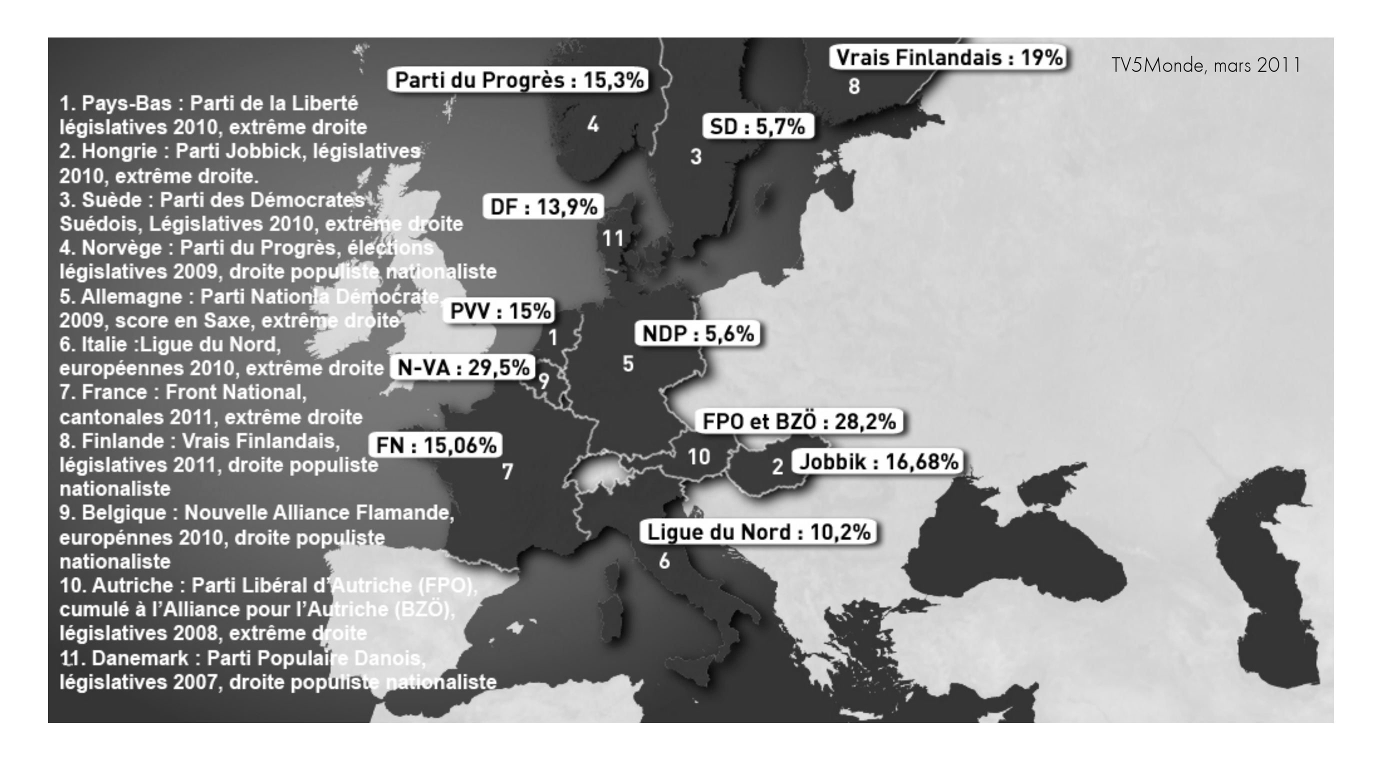
Le FN n’est pas un phénomène isolé. Des partis « populistes » sévissent dans tous les pays impérialistes : Tea Party aux États-Unis, One Party en Australie, PS en Finlande, DFP au Danemark, FPÖ et BZÖ en Autriche, DS et PNOS en Suisse, FN et VB en Belgique, LN en Italie, NPD en Allemagne, PVV aux Pays-Bas, Libertas et Samoobrona en Pologne, PRM en Roumanie, NS en République tchèque, BNP en Grande-Bretagne, Jobbik en Hongrie, LAOS en Grèce... Tous servent à diviser la classe ouvrière en mettant en cause, non les patrons et encore moins le capitalisme, mais une partie des travailleurs (à cause de leur nationalité, de leur religion, de leur ethnie...).

L’économie mondiale connaît crise sur crise. Le monde va être repartagé entre les anciennes puissances impérialistes et les nouvelles, en piétinant au passage les pays qui n’en sont pas ou qui n’en sont plus. Le marché mondial risque de se disloquer.

L’irrationalité du capitalisme décadent grandit. Avec son délire autarcique et raciste, le FN en témoigne.

Pour le combattre, il faut non seulement réfuter son ignominie, ses mensonges et sa folie, mais tracer une voie, celle de la révolution prolétarienne.

> *Pour gagner la petite-bourgeoisie, le prolétariat doit conquérir sa confiance. Il faut pour cela qu’il ait lui-même confiance en sa propre force. Il lui faut un programme d’action clair et une détermination à lutter pour le pouvoir par tous les moyens...* (Léon Trotsky, *Où va la France ?* 1934, GB, p. 23)



TV5Monde, mars 2011

Égypte
À bas le gouvernement des généraux de Moubarak ! Gouvernement ouvrier et paysan !

Partie de Tunisie en décembre 2010, la vague révolutionnaire s'est étendue à l'Égypte, un pilier essentiel avec Israël et l'Arabie saoudite de l'ordre impérialiste dans la région. Le 10 février, après deux semaines de manifestations, d'affrontements sanglants et de grèves, les masses ont fini par chasser le dictateur Moubarak, l'héritier de Nasser et Sadate, qui garantissait depuis 1981 l'exploitation capitaliste et la domination impérialiste.

Le colonel Nasser contre la démocratie et la classe ouvrière

En 1952, le colonel Gamal Nasser renverse la monarchie à la tête du « Mouvement des officiers libres ». Le coup d'État militaire est soutenu par le seul parti ouvrier (le DMNL lié à la bureaucratie de l'URSS).

Des travailleurs se mettent en grève, en particulier à Kafr al-Dawwar. La grève est réprimée et la junte militaire fait pendre deux ouvriers, Muhammad Khamis et Ahmad al-Bakri, dans l'enceinte de l'usine. Une armée dont le prmeir acte politique est de supplicier des travailleurs ne peut pas jouer le rôle des armées de conscription des révolutions anglaise, américaine et française des révolutions bourgeoises antérieures.

En 1952, la junte débute une réforme agraire. En 1953, elle interdit les partis. Nasser échappe à un attentat des Frères musulmans en 1954. En 1956, il se fait plébisciter président. Il joue du conflit entre l'impérialisme américain et l'URSS pour accroître ses marges de manoeuvre au nom d'une « troisième voie ». En riposte, les services secrets américains aident les Frères musulmans. De cette époque date son « socialisme » qui est teinté d'islam et qui s'oppose à la lutte des classes au nom de l'unité de tous les Arabes.



Sadate, Nasser, Kroutchev, 1964

En 1956, Nasser nationalise le canal de Suez, ce qui conduit à l'affrontement avec la Grande-Bretagne, la France (dont le gouvernement est dirigé par le Parti socialiste) et Israël. Les armées occidentales et sioniste battent l'armée égyptienne, mais l'URSS et les États-Unis exigent la fin de leurs opérations. Le canal reste à l'Égypte. En 1958, la Syrie dirigée par le Baas s'unifie avec l'Égypte, Nasser fonde « l'Union socialiste arabe » (USA), parti unique. En 1961, il nationalise une partie de l'industrie.

Le prestige de Nasser est à son zénith chez les peuples arabes, d'autant que l'appareil international du stalinisme appuie la bourgeoisie nationaliste, ainsi que la « 4e Internationale » pro-stalinienne de Pablo et Mandel (en 1959, Pablo publie *La Révolution arabe* et, de 1962 à 1965, il est membre du gouvernement algérien). Aucun parti ouvrier ne se dresse contre le bonapartisme anti-ouvrier.

L'échec du nationalisme panarabe

Les limites du nationalisme panarabe du nassérisme et du Parti Baas apparaissent dès les années 1960, du vivant de Nasser.

Battu militairement en 1956, il s'en prend alors aux Juifs d'Égypte, une communauté présente depuis 2 000 ans. En 1961, la Syrie se sépare de la « République unie ». En 1967, Nasser déclenche une guerre contre Israël, avec la Jordanie et la Syrie, qui se termine par une défaite humiliante. Le résultat est qu'Israël conquiert une partie de l'Égypte (le Sinaï) et de la Syrie (le Golan).

Nasser meurt en 1969 ; Anouar el-Sadate, le vice-président, lui succède. Candidat unique de l'USA, il est élu avec 90 % des voix. En 1972, Sadate expulse les conseillers militaires de l'URSS. En 1973, l'Égypte déclenche une nouvelle guerre contre Israël avec la Syrie pour tenter de récupérer le Sinaï. Israël gagne de nouveau.

En 1976, le régime du Baas de Syrie massacre la résistance palestinienne au Liban (voir *Révolution socialiste* n° 21). En 1977, Sadate se rend en Israël. Il réprime la même année les émeutes de la faim. En 1978, les États-Unis incitent à un accord entre l'Égypte et à Israël. L'Égypte reconnaît officiellement Israël ; Israël restitue le Sinaï, ses sites touristiques et son pétrole ; les États-Unis financent l'ar-

mée égyptienne. Sadate rebaptise l'USA « Parti national démocratique » (PND). En 1981, un commando du Jihad islamique, une scission des Frères musulmans qui fusionnera plus tard avec Al-Qaïda, assassine Sadate

Le vice-président Hosni Moubarak succède à Sadate. Il décrète l'état d'urgence. Il est élu triomphalement comme candidat unique du PND. En 1989, le PND entre à l'Internationale socialiste. En 1990, l'Égypte s'engage aux côtés des États-Unis dans la guerre contre l'Irak. La dictature entreprend de privatiser les entreprises publiques. En 1997, elle liquide la réforme agraire. En 2010, Moubarak renforce le blocus de la Bande de Gaza.

Le bilan de 60 ans de nationalisme bourgeois panarabe est accablant : dépendance alimentaire (l'Égypte est le plus grand importateur de blé du monde), chômage de masse (officiellement 10 % de la population active mais 80 % des jeunes de 16-29 ans), inflation (15 % en 2010 et jusqu'à 60 % pour certains aliments de base), oppression des femmes (la majorité est excisée, le droit au divorce n'est pas le même entre hommes et femmes, les « crimes d'honneur » sont multiples...), oppression des chrétiens, ressentiment national à cause de la soumission envers les États-Unis et de la collaboration avec l'État colonisateur d'Israël...

En Afrique du nord et en Asie de l'ouest, l'échec patent du nationalisme panarabe et la capitulation à son égard du mouvement ouvrier causent une fantastique régression historique, vers le fondamentalisme religieux. Les Frères musulmans ont désormais une base de masse dans la petite-bourgeoisie traditionnelle et salariée, ainsi que chez les déclassés.

Un soulèvement impulsé par la jeunesse et rejoint par les travailleurs

Entre 2006 et 2009, les travailleurs mènent des grèves importantes malgré la fédération syndicale officielle, qui fait partie de l'appareil d'État. En décembre 2006, puis en septembre 2007, les 24 000 ouvriers de l'usine Misr de Mahallah Al-Koubra, dont une majorité de femmes, luttent et constituent leur comité de grève. Il appelle à la grève générale pour le 6 avril 2008. L'écho est immense dans la jeunesse scolarisée. Le « Mouvement de Jeunesse du 6 avril » (MJ6A) se constitue pour le soutenir.

Une combinaison de menaces et de concessions conduit la majorité du comité de grève à annuler son mot d'ordre. Cependant, le 6 puis le 7 avril, une manifestation spontanée a lieu à Mahallah. La répression est féroce et cause plusieurs morts, des blessés et des centaines d'arrestations.

Le 30 décembre 2010, la Fédération des syndicats indépendants d'Égypte (FSIE) est proclamée qui regroupe les 4 premiers syndicats nationaux indépendants de l'État (syndicats des travailleurs des impôts, de la santé, des enseignants, des employés) et des noyaux syndicaux d'ouvriers d'industrie. Sa constitution menace un pilier du régime, la Fédération des syndicats égyptiens (FSE) qui n'a jamais organisé de grève et dont la direction est nommée par le pouvoir au service des patrons.

Le 25 janvier 2011, la jeunesse égyptienne répond à l'exemple de la révolution tunisienne en appelant à chasser Moubarak. Le MJ6A et d'autres organisations de jeunesse semi-clandestines détournent la « journée nationale de la police », pour défier le régime en utilisant les réseaux sociaux numériques. Au cri inspiré par les manifestants tunisiens, *« Moubarak, dégage ! »*, des dizaines de milliers de jeunes, dont de nombreuses femmes, occupent les rues. Immédiatement, les manifestants sont confrontés aux forces de répression, sans que leurs rangs cessent de grossir.

Entre le 26 et le 28 janvier, les manifestations spontanées se répètent malgré les policiers venus les réprimer avec matraques, grenades lacrymogènes et canons à eau. Comme en Tunisie, à Suez, Alexandrie, Rafah et au Caire, les bâtiments de la police sont pris d'assaut. Les arrestations comme les blessés se comptent par centaines :

> *À Rafah, dans le nord du pays, le siège de la sûreté d'État a été attaqué. Il y aurait trois morts parmi les policiers. Suez est un « vaste champ de bataille ». Une partie des manifestants s'est rassemblée devant la morgue où, selon des sources médicales, ont été amenées les dépouilles d'une douzaine de personnes. Des affrontements ont eu lieu avec la police, aux abords du ministère de l'intérieur, où des manifestants ont essayé d'entrer. (Le Monde*, 29 janvier 2011)

Le 28 janvier, des centaines de milliers déferlent au Caire. La police doit finalement se replier. L'immeuble du PND est incendié. L'armée décrète le couvre-feu et commence à quadriller la ville, mais les masses paralysent les convois militaires. Des scènes de fraternisation entre soldats et manifestants se déroulent. L'état-major, conscient des risques de division de l'armée, décide de ne pas ouvrir le feu.

Dès le 29 janvier, la Place Tahrir du Caïre devient le lieu de rassemblement des organisations de jeunesse.



Le Caire, 5 février 2011

Dans toutes les villes, les travailleurs et les jeunes exigent le départ de Moubarak. Comme dans les deux pays voisins, le mouvement réclame l'abrogation de l'état d'urgence et de la justice d'exception, la libération des prisonniers politiques, la liberté de la presse, le droit de grève et d'organisation, la dissolution du parti gouvernemental...

Le remaniement ministériel du 29 janvier témoigne que l'armée est le dernier recours de l'orde bourgeois. Moubarak nomme comme vice-président le général responsable de l'espionnage Omar Souleiman, comme vice-premier ministre le général d'aviation Ahmed Chafic et comme vice-premier ministre le maréchal et chef des forces armées, Hussein Tatawi. Malgré une certaine popularité de l'armée qui n'a pas tiré, cela ne calme pas le flot montant de la révolution.

Le 2 février, Moubarak décide d'envoyer ses hommes de main, flics en civil et déclassés du lumpen payés pour l'occasion, reprendre la Place Tahrir. L'auto-défense de la place est héroïque bien qu'improvisée. Les insurgés repoussent les bandes envoyées par le pouvoir au prix de plusieurs morts et de 1 500 blessés. Apparaissent même des comités de défense de la révolution.

Le clan Moubarak, sur le conseil du président américain Obama, ouvre le « dialogue » avec « l'opposition ». Les États-Unis préparent en même temps une solution de secours avec Mohamed El Baradei, ancien haut fonctionnaire des affaires étrangères et ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il arrive au Caire le 27 janvier. Le 30, il crée son parti, « l'Association nationale pour le changement » (ANC).

L'entrée en lutte du prolétariat précipite la chute de Moubarak

> *Le Comité constituant de la Fédération des syndicats indépendants d'Égypte appelle tous les travailleurs égyptiens à former des comités populaires dans les installations de proximité et les sites pour défendre les infrastructures, les travailleurs et les citoyens dans cette situation critique. Ces comités organiseront aussi la protestation et les grèves dans les lieux de travail.*



Le Caire, février 2011, « La FSIE soutient les revendications de la révolution populaire et appelle à la grève générale », photo Reuters

Le 5 février, après l'échec de la répression policière, l'état-major de l'armée, en lien étroit avec l'État américain qui le finance à hauteur de deux milliards de dollars par an, prétend au rôle d'arbitre entre le gouvernement Moubarak et les masses urbaines en révolte. L'armée occupe les lieux stratégiques des grandes villes.

Les partis bourgeois comme le vieux Parti Wafd (démocrate) et les Frères musulmans (clérical), ainsi que les anciens staliniens du Parti Tagammou (réformiste) participent à des tables rondes avec le vice-président. Mais la poursuite du mouvement révolutionnaire des masses les contraint à rompre les négociations, sous peine de perdre toute autorité et donc leur capacité à défendre le capitalisme et l'État bourgeois.

Le 8 février, les grèves et les manifestations de millions de travailleurs commencent. La FSE officielle ne parvient pas à les empêcher.

> *Plusieurs mouvements sociaux portant sur les conditions de travail et les salaires ont par ailleurs fait leur apparition dans le pays. Des manifestations ont eu lieu mardi et mercredi dans les arsenaux de Port-Saïd, à l'entrée nord du canal de Suez, ainsi que chez plusieurs sociétés privées travaillant sur cet axe stratégique du commerce mondial. A l'aéroport du Caire, des grèves ont affecté des sociétés de services ou de sécurité. Des fonctionnaires du département des statistiques gouvernementales ont également manifesté dans la capitale. Des grèves ont aussi été signalées dans des usines textiles de Mahallah, dans le delta du Nil, ou encore dans une société gazière du Fayoum.* (*AFP*, 9 février 2011)

La grève générale menace. La police est priée par l'état-major de rester dans ses bâtiments, quand il en reste. Le gouvernement américain et l'état-major égyptien redoutent la jonction des aspirations démocratiques et des luttes ouvrières. En concertation avec les services secrets étasuniens, les généraux organisent une *« transition en bon ordre »* (Obama, 9 février).

Trois jours après le début des grèves, le 11 février, Moubarak est destitué. Son départ est salué par une explosion de joie populaire. Les travailleurs poursuivent leur mouvement. Les postiers et les infirmiers, les ouvriers et les techniciens de l'industrie occupent leurs lieux de travail, exigent le départ des directeurs nommés par le régime, des augmentations de salaires...

> *Quelque 15 000 ouvriers de la Misr Filature et Tissage --qui emploie 24 000 personnes dans la ville de Mahallah al-Kobra, dans le delta du Nil—« sont en grève pour la quatrième journée consécutive devant le bâtiment administratif », a affirmé dans un communiqué le Centre des services pour les syndicats et les ouvriers. « Les ouvriers ont refusé de mettre fin à leur mouvement de protestation jusqu'à l'acceptation de*

leur principale revendication qui est la destitution du directeur de l'usine Fouad Abdel Alim », qu'ils accusent de corruption, a-t-il ajouté.

L'armée, aux rênes de l'Égypte depuis la chute du président Hosni Moubarak le 11 février, a affirmé vendredi qu'elle ne tolèrerait pas de manifestation qui nuise à l'économie et à la sécurité du pays, et qu'elle y riposterait.

Les quelque 24 000 ouvriers de l'usine ont cessé le travail le 10 février en soutien aux manifestations contre Hosni Moubarak. La grève a brièvement cessé après sa démission avant de reprendre mercredi pour exiger des hausses de salaires et une nouvelle direction. L'usine est la plus grande de l'industrie textile du pays, qui emploie 48 % de la population active en Égypte, selon le Centre. (*AFP*, 19 février 2011)

Alors que la classe ouvrière manifeste sa force, paradoxalement, le Mouvement de la jeunesse du 6 avril appelle à constituer la « Coalition de la jeunesse de la révolution » (CJR)... avec les ennemis de toute révolution sociale : l'ANC, les Frères musulmans, etc.

Faute de parti ouvrier révolutionnaire, les travailleurs n'ont pas créé d'organes soviétiques qui pourraient prétendre au pouvoir pour remplacer Moubarak. Les généraux nommés par Sadate et Moubarak ont les mains libres.

La junte militaire prend le pouvoir avec l'appui des grandes « démocraties »

Le 10 février, l'état-major proclame un Conseil suprême des forces armées (CSFA) d'une vingtaine de généraux. Le 11, le CSFA annonce la démission du président. Le 12, il déclare le respect des traités internationaux (dont le traité avec Israël) et désigne un nouveau président, le général Hussein Tatawi, ancien ministre de la défense de Moubarak de 1991 à 2010 ; il reconduit les ministres nommés par Moubarak. Le 13, la junte dissout le Parlement, suspend la Constitution et promet des élections.

L'Arabie saoudite, qui avait soutenu Moubarak pendant toute la révolte, se félicite de *« la transition pacifique »*. Le 14 mars, sa propre armée écrasera le soulèvement à Bahreïn.

L'impérialisme français, fidèle allié de Ben Ali jusqu'au bout, essaie de ne pas perdre pied dans la région. Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Juppé reconnaît le « Conseil national de transition libyen » dès sa constitution, le 6 mars, et apporte sur place le même jour son soutien à la junte militaire égyptienne.

M. Juppé a déclaré avoir assuré le « de la confiance que la France place dans le CSFA pour conduire la suite du processus de transition politique » en Égypte. (*L'Express*, 6 mars 2011)

Au passage, le ministre des affaires étrangères français mesure l'utilité contre-révolutionnaire des partis cléricaux.

Le dialogue que j'ai eu avec l'ensemble de cette délégation et en particulier avec les membres des Frères musulmans, a été intéressant et m'a permis de bien mesurer que la présentation qui est faite parfois de ce mouvement mérite d'être éclairée et approfondie. Plusieurs d'entre eux m'ont fait part de leur vision d'un islam libéral et respectueux des principes démocratiques. (Juppé, *L'Express*, 6 mars 2011)

L'armée a perdu toutes les guerres contre Israël. Elle est hypertrophiée (480 000 soldats). Elle est formée et financée par l'impérialisme dominant (60 milliards de dollars versés par Washington au total depuis 1979). En 1991, elle a participé à la guerre contre un pays arabe, l'Irak, avec les États-Unis, avec celles de la Syrie, de l'Arabie Saoudite et de la Turquie. Elle bloque la Bande de Gaza au compte de l'impérialisme américain et d'Israël.

Tous les présidents (Naguib, Nasser, Sadate, Moubarak) qui ont piétiné les libertés démocratiques et persécuté le mouvement ouvrier, en sont issus. L'armée a réprimé les grèves de 1952, a écrasé les émeutes de la faim de 1977, a couvert les attaques des nervis de Moubarak en janvier. En outre, comme l'armée en Turquie, au Pakistan et comme les pasdarans en Iran, la caste des officiers possède des entreprises dans l'industrie d'armement, mais aussi le BTP, les réseaux téléphoniques... Les généraux constituent donc une fraction du grand capital qui exploite des centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs.

Le prolétariat et la jeunesse ne doivent prêter aucune confiance aux généraux, ni aux islamistes

Le « démocrate » El Baradei (ANC) applaudit à la prise du pouvoir par la junte.

Nous sommes impatients de travailler avec l'armée pour préparer l'organisation d'élections libres et justes. Je m'attends à une période de transition et de partage de pouvoir entre l'armée et le peuple. (*L'Humanité*, 12 février 2011)

Sur les site du SUQI-*Inprecor* ((le courant pabliste qui a détruit la 4e Internationale en 1951-53)) et du NPA, le chef de l'ANC est pourtant décrit comme un « progressiste » avec qui il convient de « coopérer ».

Mohamed El Baradei est un authentique progressiste qui souhaite que son pays sorte de l'actuelle dictature pour devenir un régime progressiste (libéral) démocratique, avec des élections libres et des libertés politiques. Si un éventail aussi vaste de forces politiques est prêt à coopérer avec lui, c'est parce qu'elles voient en lui l'alternative progressiste la plus crédible au régime existant, un homme qui ne dirige pas un électorat organisé propre et qui constitue par conséquent une figure de proue appropriée pour un changement démocratique. (Gilbert Achcar, *Où va l'Égypte ?* 7 février 2011)

Les travailleurs ne peuvent faire aucune confiance aux démocrates bourgeois, encore moins aux généraux. Tout parti, fût-il né de la classe ouvrière, qui prétend réconcilier le peuple et l'armée bourgeoise est traître, quelle que soit la dénomination dont il s'affuble pour mieux tromper les prolétaires, quelles que soient les phrases dont il enveloppe sa capitulation.

> *La domination de la bourgeoisie, c'est-à-dire la préservation de la propriété privée des moyens de production, est inconcevable sans le soutien des exploiteurs par la forme armée. Le corps des officiers constitue la garde du capital. Sans elle, la bourgeoisie ne saurait se maintenir, fut-ce un seul jour.* (Léon Trotsky, « Leçons d'Espagne », 1936,*OEuvres*, t. 10, p. 311)

Le « Mouvement du renouveau socialiste » (MRS) qui est lié au SUQI va jusqu'à défendre le maintien de la police bourgeoise.

> *Deux démarches sont nécessaires : la dissolution de l'appareil de sécurité de l'État, tout en gardant les appareils de sécurité généraux traditionnels comme dans les pays démocratiques, et la condamnation des officiers impliqués dans des opérations de torture et de meurtre, cela pour que la révolution complète sa victoire.* (MRS, *La dissolution de la Sécurité d'État...* 10 mars 2011, site du NPA)

Ces charlatans tentent de faire oublier aux masses l'expérience amère qu'elles viennent de faire de la police bourgeoise sous toutes ses formes.

> *L'État capitaliste, en dehors de son armée régulière, possède encore une armée de gredins exercés et des troupes particulièrement dressées, spécialement entraînés à la lutte contre les ouvriers : la police et la gendarmerie.* (Nikolaï Boukharine, Evgueni Preobrajensky, *ABC du communisme*, 1923, Maspero, t. 1, p. 56)

Hier, les révisionnistes du trotskysme s'adaptaient au nationalisme panarabe ; aujourd'hui, ils s'adaptent au nationalisme panislamiste.

Le MRS est une scission des « Socialistes révolutionnaires » (SR) qui sont restés affiliés à la TSI (le courant cliffiste qui avait rompu avec la 4e Internationale en refusant de soutenir la révolution chinoise lors de la guerre de Corée). Le MRS et les SR ont été éduqués politiquement par la direction du SWP de Grande-Bretagne, donc dans les pires illusions envers l'islamisme. Le prétexte invoqué par Callinicos, Harman, Rees... est qu'il surgit dans les pays dominés ou dans des minorités opprimées. Ces révisionnistes oublient seulement qu'il s'agit de partis de la bourgeoisie et d'un ennemi féroce de la classe ouvrière et du socialisme.

> *Il est aussi nécessaire de combattre le panislamisme, le panasiatisme et autres mouvements similaires qui tâchent d'utiliser la lutte émancipatrice contre l'impérialisme européen et américain pour rendre plus fort le pouvoir des impérialistes turcs et japonais, de la noblesse, des grands propriétaires fonciers, du clergé, etc.* (Vladimir Lénine, « Thèses sur les questions nationales et coloniales », 1920, *Manifestes, thèses et résolutions de l'Internationale communiste*, Maspero, p. 58)

Le SWP avait constitué en Grande-Bretagne une sorte de front populaire, Respect, avec des organisations cléricales musulmanes et des patrons pakistanais (voir *Révolution socialiste* n° 23). Le NPA a esquissé en France la même orientation avec une candidate voilée aux élections régionales.

Toute l'orientation des SR et du MRS est de faire un bloc qu'ils imaginent « progressiste » avec l'aile la plus contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, les Frères musulmans, en dépit de toutes les leçons de la lutte des classes mondiales :

- l'utilisation par l'impérialisme américain des bandes islamistes en Iran et en Égypte dans les années 1950, en Indonésie dans les années 1960, en Afghanistan dans les années 1970-80 ;
- la catastrophe à laquelle a conduit la ligne d'alliance avec les ayatollahs menée par les staliniens, les guérillériste et les centristes du SUQI en Iran en 1979.

Dès 2005, les SR collaborent avec les Frères musulmans dans le « Syndicat libre étudiant ».

Le MRS et les SR ont cosigné, le 25 février, un appel commun avec les Frères musulmans, *Changement, liberté, justice sociale*.

Les SR et le MRS ne sont pas pour rien dans la liquidation du front unique de la jeunesse qu'était le MJ6A au profit de la CJR qui est un front populaire pour la jeunesse (avec les Frères musulmans et l'ANC d'El Baradei). La CJR ne peut que désorienter les étudiants et les jeunes travailleurs qui ont mené le combat contre Moubarak et qui cherchent la voie de la révolution socialiste. D'ailleurs, elle fait des propositions à la junte militaire.

Le site des SR publie le 5 février un communiqué des Frères musulmans.

Les SR viennent de se transformer en « Parti démocratique des travailleurs » (PDT) dont l'appellation démontre le réformisme imbécile et l'adaptation criminelle aux bourgeois démocrates et cléricaux. Le dirigeant du PDT, Kamal Khalil, en a lui-même fait l'aveu.

> *Si cela était un parti d'avant-garde, nous l'aurions nommé Parti socialiste du travail ou Parti des travailleurs communistes, et son programme aurait été axé sur le socialisme révolutionnaire plutôt que sur les réformes.* (*www.almasryalyoum.com*, 15 avril 2011)

De son côté, le parti clérical ne cache pas son objectif : la *« transition »* doit aboutir à *« un gouvernement islamiste »* (www.*almasryalyoum.com*, 23 avril 2011).

Tous les courants petits bourgeois du type SR-PDT et MSR désorientent le prolétariat et la jeunesse, les jettent dans les bras de leurs ennemis, les désarment politiquement.

C'est bien abusivement que la presse présente ces fieffés opportunistes, qui reprennent le rôle des sociaux-démocrates et des staliniens, comme des « trotskystes ».

> *La 4e Internationale n'a ni ne peut avoir place dans aucun des fronts populaires. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie. Sa tâche, c'est de renverser la domination du capital. Son but, c'est le socialisme. Sa méthode, c'est la révolution prolétarienne.* (Léon Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale*, 1938, GB, p. 41)

La « transition » anti- démocratique aux mains des généraux

En fait de « transition démocratique », la junte repousse à plus tard la libération des prisonniers politiques, maintient l'état d'urgence. L'armée chasse les occupants de la Place Tahrir et en arrête une quarantaine. Elle demande aux travailleurs de *« reprendre le travail »*.

> *L'armée est consciente des conditions sociales et économiques que traverse la société, mais ces problèmes ne peuvent pas être résolus avant la fin des grèves et des manifestations.* (*AFP*, 16 février 2011)

À l'intérieur, la junte militaire reçoit le soutien des Frères Musulmans. Le dirigeant du parti clérical, Essam Al-Eriane, déclare à la télévision :

> *Nous avons confiance dans l'engagement de l'armée et sa promesse de rendre le pouvoir.* (*Le Monde*, 17 février 2011)

Le 26 février, une commission nommée par la junte militaire, composée de dignitaires du régime et de Frères musulmans, annonce un référendum pour le 19 mars et prévoit d'interdire les candidatures de partis qui se revendiqueraient d'une classe sociale. Le même jour, l'armée matraque les manifestants qui reviennent à la Place Tahrir.

Saisissant le rôle de la junte pour maintenir le régime de Moubarak sans Moubarak, un secteur de la jeunesse et de la classe ouvrière poursuit les grèves, les manifestations et les occupations. Il exige le châtiment de Moubarak et de sa famille, la démission des responsables de la répression, à commencer par le premier ministre Ahmed Chafic, et la dissolution de la police politique, les Services de la sécurité de l'État.

Sous la pression de la rue, le 4 mars, la junte renvoie Chafic et nomme à sa place un civil, Essam Charaf, un ancien ministre de Moubarak, avec l'aval de la CJR.

> *Essam Charaf était le premier sur la liste que nous avons soumise aux militaires lors de notre rencontre dimanche, a déclaré Bassem Kamel, un des membres de la CJR.* (*Le Monde,* 5 mars 2011)

Le même jour, les mots d'ordre de dissolution de la Sécurité d'État sont scandés dans toutes les manifestations. À Alexandrie et dans tout le pays, les masses prennent d'assaut les centres de détention et de torture.

> *Des centaines de milliers de manifestants avaient boycotté le nouveau Premier ministre Isam Charef alors qu'il prononçait une allocution sur la place Tahrir lors d'une manifestation organisée vendredi pour revendiquer la dissolution des services de la sécurité de l'État. Les protestataires ont attaqué par centaines le bâtiment de la sécurité de l'État à Alexandrie après des affrontements avec les forces de la police qui ont ouvert le feu contre ces derniers.* (*El Moudjahid,* 5 mars 2011)

Le 8 mars, des islamistes attaquent les femmes qui manifestent Place Tahrir. Plusieurs coptes sont assassinés par balles le même jour dans un quartier pauvre.

Le 9 mars, l'armée intervient contre les manifestants de la Place Tahrir. Des centaines sont arrêtés. Les militaires humilient les femmes en procédant à des prétendus « tests de virginité ». Des dizaines de manifestants sont condamnés en cour martiale à des peines allant de 1 à 5 ans de prison.

Le 14 mars, l'armée matraque une manifestation de coptes. 14 sont envoyés à l'hôpital.

Le 19 mars, le référendum soumet un projet d'aménagement de la constitution qui reconduit le régime présidentiel. Le CSFA contrôlerait l'élection présidentielle prévue en juin et les élections législatives de septembre. Contrairement aux autres partis bourgeois qui réclament une nouvelle constitution et appellent au « non », les Frères musulmans appellent au « oui ». Le référendum est approuvé par 77 % des suffrages exprimés. Mais la participation est faible, seulement 41 % des inscrits. Le « non » obtient le plus de voix dans les villes et les quartiers qui ont mené la mobilisation contre Moubarak (39 % au Caire, par exemple).

Les menaces de la junte et les échéances électorales n'arrêtent pas les luttes du prolétariat le plus nombreux du continent avec celui de l'Afrique du sud. Dans les usines de gaz, de pétrole, d'électricité, du textile, de la sidérurgie, dans les administrations publiques, les universités, dans les ports du Canal de Suez, les grèves se multiplient. Toutes les revendications se mêlent : économiques comme l'augmentation de salaire ou l'arrêt des différences de statuts (intérim, public, privé), politiques comme la chasse aux PDG surpayés et aux corrompus du régime du PND.

Le 23 mars, le premier ministre Charaf annonce que les grèves seront interdites. Le même jour, l'armée attaque avec des tanks les étudiants occupant l'Université du Caire.

Le 8 avril, l'armée tire sur les manifestants de la Place Tahrir, rejoints par des soldats et des sous-officiers, faisant 1 mort et 71 blessés.

Ni junte militaire, ni gouvernement islamiste !

Une véritable transition démocratique est incompatible avec toute junte militaire qui repousse même une assemblée constituante.

La lutte conséquente pour les libertés démocratiques réclame l'approfondissement du mouvement démocratique en une révolution sociale qui profite à tous les exploités et opprimés, qui ne peut être dirigée que par la classe ouvrière. Elle ne s'arrêtera pas à la résolution des vastes questions démocratiques, mais mettra en cause les racines du despotisme, du sous-développement, de la domination étrangère.



Ismailia, 9 février 2011, grévistes du Canal de Suez

Pour extirper la dictature, pour la liberté de la presse, de manifestation, d'organisation, de grève, les travailleurs et travailleuses, avec la jeunesse à leur côté doivent constituer non seulement des syndicats de salariés, mais des organes rassemblant tous les exploités et opprimés, de type « soviets » ou « conseils ». Ils ne peuvent le faire qu'en s'opposant aux partis bourgeois (Frères musulmans, ANC, Wafd...) qui ont montré qu'ils ne veulent pas se débarrasser de l'État bourgeois ni du capitalisme, mais les aménager pour leur propre compte. De tels comités d'entreprises, de quartier, d'universités devront être centralisés. Il est de la responsabilité des dirigeants de la nouvelle organisation syndicale (FSIE) et de toutes les organisations ouvrières de développer ces organes de double pouvoir.

Face au projet de loi d'interdiction des grèves par la junte, la FSIE et toutes les organisations ouvrières doivent réaliser le front unique et préparer la grève générale.

Les menaces de la junte contre les grèves, les attaques de l'armée contre les manifestants et les étudiants démontrent que la révolution doit se défendre en généralisant l'expérience de la défense de la Place Tahrir contre les nervis et des comités d'auto-défense qui sont apparus dans certains quartiers.

> *Le corps des officiers, au sein duquel sont concentrés des traditions séculaires d'asservissement du peuple, doit être brisé, dissout, écrasé dans son ensemble, sans laisser de restes. Il faut remplacer l'armée de caserne, que commande la caste des officiers, par la milice populaire, c'est-à-dire l'organisation démocratique des ouvriers et des paysans armés. Il n'existe pas d'autre solution.* (Léon Trotsky, « Leçons d'Espagne », 1936, *OEuvres*, t. 10, p. 311)

Seul un gouvernement émanant des travailleurs des villes et des campagnes peut réaliser les revendications : ouverture de la frontière avec la Bande de Gaza, publication de tous les accords avec Israël et les États-Unis, dissolution des corps de répression, séparation de la religion et de l'État, droits des femmes (instruction, égalité juridique, accès à la contraception et à l'avortement...), respect des droits des minorités religieuses (coptes) et nationales (Nubiens, Berbères, Tsiganes...), confiscation des grandes propriétés foncières et affectation de leurs actifs à des coopératives de paysans pauvres et d'ouvriers agricoles, partage du travail entre tous les salariés, échelle mobile des salaires, nationalisation sans indemnité ni rachat des groupes capitalistes, liberté sexuelle pour la jeunesse, etc.

La victoire de la révolution prolétarienne ouvrira la voie à la fédération socialiste d'Afrique du nord et du Proche orient, à la fédération socialiste de la Méditerranée, aux États-Unis socialistes d'Afrique.

États-Unis
La révolte des travailleurs du Wisconsin



Face à l'offensive de la bourgeoisie américaine

La présidence de Barack Obama, comme il fallait le prévoir (voir *Révolution socialiste* n° 29), déçoit les travailleurs qui avaient cru que sa couleur de peau et le soutien politique, financier et militant des confédérations syndicales (AFL-CIO, Change to Win) en faisaient un défenseur de leur cause. Rappelons qu'à l'époque, le PS et le PCF rivalisaient en flagorneries envers ce candidat d'un parti bourgeois impérialiste. Même l'ancêtre du NPA, la mal nommée LCR, envisageait alors qu'un président des États-Unis pût *« aller à l'encontre des intérêts sociaux dominants »* (*Rouge*, 5 novembre 2008).

Obama dément rapidement les illusions des travailleurs et les mensonges des réformistes. À l'extérieur, il continue à étrangler Cuba et l'Iran, à occuper Haïti (voir *Révolution socialiste* n °33), l'Irak et l'Afghanistan. Il décide de participer à l'agression contre la Libye. À l'intérieur, il dispense généreusement l'argent public aux groupes capitalistes de la banque, de l'assurance et de l'automobile, il gèle les salaires de deux millions de travailleurs de la fonction publique fédérale, il accuse les travailleurs de l'enseignement public d'être responsables de l'état des établissements secondaires et primaires et décide d'y instaurer un « salaire au mérite », il maintient les exemptions fiscales aux riches.

> *Barack Obama a annoncé avoir accepté un compromis imposé par les républicains sur la question des impôts, incluant une prolongation des cadeaux fiscaux de l'ère Bush pour tous les contribuables pendant deux ans...* (*Le Figaro*, 7 décembre 2010)

En novembre 2010, les élections législatives (qui servent pour choisir un nombre de représentants proportionnel à la population de l'État pour la Chambre des représentants) et sénatoriales (pour désigner deux sénateurs par État pour le Sénat) sont un triomphe pour le Parti républicain qui obtient la majorité à la Chambre des représentants.

Parmi les bénéficiaires de la victoire électorale du Parti républicain, figure un dénommé Scot Walker, hostile à tout avortement, financé par le groupe capitaliste Koch Industries, proche du mouvement fascisant Tea Party.

Dans chaque État, le pouvoir exécutif est exercé par un gouverneur élu et le pouvoir législatif est constitué de deux organes parlementaires. Dans l'État du Wisconsin (au nord-est des États-Unis), le candidat du Parti républicain, Walker, remporte l'élection de novembre. Le nouveau gouverneur réduit immédiatement les impôts locaux sur les entreprises et sur les plus hauts revenus.

Après cette diminution des recettes, Walker feint de s'alarmer du déficit de l'État qu'il vient d'aggraver. Pour le résoudre, il soumet aux chambres une loi de finances rectificative. Son plan comporte deux aspects :

- Une attaque contre les syndicats : la fin du prélèvement des cotisations syndicales sur le salaire brut, un vote annuel pour examiner leur représentativité, l'interdiction de demander des augmentations de salaires au-delà de l'inflation officielle...
- Une offensive contre les prestations sociales (Medicare...) et contre les salaires de 375 000 fonctionnaires de l'État et des collectivités territoriales du Wisconsin (enseignants, infirmiers, éboueurs) par une baisse des salaires nets (en doublant les retenues pour la sécurité sociale).

Les dirigeants syndicaux acceptent la baisse des salaires

Les sénateurs du Wisconsin du Parti démocrate proposent un compromis à Walker : ils acceptent le second volet, si le Parti républicain retire le premier. Les bureaucrates syndicaux de la fédération de fonctionnaires AFSCME et du syndicat des enseignants WEAC acceptent aussi la baisse des salaires, comme l'avoue benoitement un de leurs soutiens :

> *Lorsque les syndicats ont proposé d'accepter les exigences de M. Walker en matière salariale en échange du maintien des règles de négociation collective, le gouverneur a refusé.* (Rick Fantasia, « Sursaut du mouvement social américain », *Le Monde Diplomatique*, avril 2011)

Une des principales différences entre le Parti républicain et le Parti démocrate tient à leurs liens avec les syndicats. Le Parti démocrate attaque les travailleurs en utilisant l'appareil de la plupart des syndicats et des confédérations, si bien que le taux de syndicalisation s'est effondré dans le secteur privé.

Le Parti républicain (pressé sur sa droite par le Tea Party) pense de plus en plus que la bourgeoisie américaine n'a pas ou n'a plus besoin d'entretenir une bureaucratie ouvrière à grands frais, au détriment du taux de profit global. Par conséquent, le gouverneur Walker refuse le compromis du Parti démocrate et des chefs syndicaux.

Les travailleurs se rebiffent et occupent le capitole

Malgré l'inertie des responsables syndicaux, les manifestations commencent spontanément le 14 février, à Madison, à Milwaukee, à Green Bay, Eau Claire, Sheboygan ainsi que sur les campus de l'Uni-

versité du Wisconsin de Madison et de Milwaukee. Les plus grosses (100 000 personnes) ont lieu devant le Capitole de Madison, qui sert de siège au gouverneur et aux deux chambres (Assemblée du Wisconsin, Sénat du Wisconsin) qui devaient adopter le projet de Walker. Se mêlent les drapeaux américains et des références au soulèvement des travailleurs et des jeunes d'Égypte contre Moubarak.

Le 15 février, les manifestants occupent le Capitole. Les participants sont des fonctionnaires de l'État du Wisconsin ou des travailleurs municipaux, mais aussi des salariés du privé, des agriculteurs et des étudiants.

Si les travailleuses et les travailleurs de la fonction publique du Wisconsin avaient fait grève alors ensemble jusqu'au retrait du projet, ils auraient pu vaincre et inspirer la classe ouvrière de tous les secteurs et de tous les Etats. Mais seuls des groupes révolutionnaires sans implantation nationale (LRP, HWRS) appellent à la grève générale. Sur place, le mot d'ordre est avancé par le cortège des IWW (anarcho-syndicalistes). Il est repris par une partie des manifestants. Les medias s'en font l'écho.

> *Aux alentours de 20 h, un rassemblement de plusieurs milliers de personnes s'est créé devant la porte fermée du Capitole de l'Etat, sur King Street, aux cris de « Ouvrons la porte ! » et « Grève générale ! ».* (*The Wisconsin State Journal*, 10 mars 2011)

La bureaucratie syndicale dévoie le mouvement vers le soutien au Parti démocrate

Alors, pour empêcher la grève générale, les dirigeants syndicaux soutiennent toutes les pitoyables diversions de leurs maitres du Parti démocrate :

- le refus des élus du Parti démocrate de siéger à l'Assemblée du Wisconsin qui a déjà voté le projet de Walker, pour empêcher le quorum d'être atteint,
- les pétitions pour des élections anticipées afin de remplacer les mauvais élus républicains par des bons élus démocrates qui taxeraient hypothétiquement les riches.

> *Les 14 sénateurs démocrates se sont enfuis du Wisconsin pour se cacher dans l'Illinois afin que la Chambre haute n'ait pas le quorum pour mettre aux voix le texte. Les 19 sénateurs républicains sont furieux.* (*L'Humanité Dimanche*, 10 mars 2011)



D'une part, tant que le capitalisme reste en place, l'impôt est supporté aux États-Unis comme ailleurs surtout par les travailleurs ; d'autre part, le Parti démocrate ne diffère pas vraiment du Parti républicain, ni en matière d'impôts, ni en matière d'attaques contre les fonctionnaires. Les mesures de ses gouverneurs en Californie, dans l'Illinois, à New York et dans le Maryland contre les services publics et les salaires des fonctionnaires sont les mêmes que dans le Wisconsin.

Des manoeuvres parlementaires dérisoires n'ont jamais empêché une attaque de la classe dirigeante... surtout celles d'un parti bourgeois. Par contre, elles ont servi d'exutoire au mécontentement de la base, de diversion contre la grève générale des fonctionnaires du Wisconsin.

Le 9 mars, la police expulse les manifestants du Capitole et le Sénat adopte le projet de Walker.

Les complices de la bureaucratie refusent d'appeler à la grève générale

En France, à l'automne 2010, lors des manifestations de masse et des grèves contre le projet de Sarkozy qui restreignait les retraites, les organisations qui ont renié le programme révolutionnaire de la 4e Internationale (LO, NPA, POI...) ont appuyé les manoeuvres des bureaucraties syndicales contre la grève générale, leurs «journées d'action », leurs « grèves reconductibles » (voir *Révolution socialiste* n° 34). Aux États-Unis, il n'en va pas autrement.

Tout en dénonçant le soutien au Parti démocrate, l'organisation soeur du POI, Socialist Organizer, reprend son orientation politique (une bonne fiscalité est possible). SO prend l'initiative d'un regroupement de syndicalistes... qui refuse d'appeler à la grève générale, au moment même où le Capitole de Madison est occupé.

> *Les 4 et 5 mars, une rencontre d'urgence du travail (ELM) réunissant 96 dirigeants syndicaux et militants à Cleveland a appelé à organiser des manifestations de masse et des actions dans les branches, là où c'est possible, le 4 avril... Il a aussi pressé les syndicalistes et les militants de se mobiliser sur des revendications comme « Faites payer les riches et les groupes ! Faites payer Wall Street pour la crise qu'ils ont engendrée ! Créez 27 mil-*



Madison, février 2011

lions d'emplois à plein temps ! Finissez les guerres et réorientez les dépenses pour créer des emplois et répondre aux besoins humains ! » Répondant à cet appel, l'union locale de San Francisco (SFLCE) a voté pour une manifestation le 4 avril... Cette résolution du SFLCE et la perspective ouverte par l'ELM montrent la voie qu'il faut suivre. (Alan Benjamin, « La lutte du Wisconsin : et maintenant ? », *The Organizer*, 18 mars 2011)

Sans bataille à mort contre la bureaucratie, pour la grève générale, les résolutions de « responsables syndicaux » ne sont que bavardages ; sans lutte contre la bourgeoisie impérialiste, la paix est une mystification ; sans agir pour un gouvernement ouvrier, la justice fiscale est un leurre.

Le problème se pose ainsi : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu... C'est pourquoi tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout éloignement vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise. (Lénine, *Que faire ?* 1902)

L'organisation sœur de LO, le groupe Spark (L'Étincelle), dénonce aussi la manœuvre de soutien au Parti démocrate sans jamais évoquer l'alternative qui permettrait de la déjouer, de mener la lutte de classe, d'unifier les travailleurs, de vaincre le plan de Walker, la grève générale. Spark n'a rien à proposer.

Comment pourrions-nous nous fier aux directions syndicales, y compris celles qui ont appelé à ces manifestations contre les gouverneurs républicains ? Ce qui compte maintenant est que les travailleurs du Wisconsin ont senti que ce qui compte est de rassembler leurs forces, et les autres ont vu cette force, même de loin. La seule force à laquelle les travailleurs peuvent se fier pour se défendre est leur propre force. Et la mobilisation massive du Wisconsin nous montre combien nombreux sont ceux qui veulent l'utiliser. (*Spark*, 21 février 2011)

Personne ne sait aujourd'hui sur quoi cette lutte va déboucher, ou quand elle va finir, dans une semaine, dans un mois ou plus tard. (*Spark*, 7 mars 2011)

L'organisation soeur du NPA, Solidarity, n'apporte pas plus d'étincelle à la poudre du Wisconsin que les disciples de LO.

Nous portions des pancartes disant « Accusez Wall Street », « Faites payer les grands groupes » et nous avons reçu un accueil enthousiaste... Et quand nous avons chanté « Comment résoudre le déficit ? Taxez les riches ! Taxez les riches ! », les gens ont repris avec nous avec joie... (Stephanie Luce, « Wisconsin : retirer, réformer, reconstruire », site Solidarity, mars 2011)

Pas question de défier les bureaucraties syndicales en se battant pour la grève générale dans les réunions syndicales et parmi les occupants du Capitole.

Ce dont les gens ont besoin, c'est des choix intermédiaires entre le simple appel au retrait et une grève générale. Cela pourrait être des « journées d'action »..., des actions directes sur les groupes qui financent le Parti républicain de façon à déployer la créativité actuelle... (Luce, « Wisconsin : retirer, réformer, reconstruire », Solidarity)

Pour la rupture des syndicats avec le Parti démocrate, pour un parti ouvrier

La classe ouvrière, pour s'ouvrir une voie, doit mettre en cause le système de deux partis de la bourgeoisie et le contrôle des syndicats par les bureaucraties corrompues et pro-impérialistes. Cela inclut une bataille patiente au sein des syndicats pour qu'ils soient indépendants de l'État bourgeois, pour qu'ils fonctionnent démocratiquement, pour qu'ils mènent des luttes réelles, incluant les assemblées générales, la grève générale, l'occupation des locaux de travail, leur défense contre la police et les briseurs de grève.

Les syndicats doivent cesser de financer les partis des patrons, doivent rompre avec le Parti démocrate, s'engager dans la voie d'un parti ouvrier, qui affronte tous les partis de la bourgeoisie dans chaque élection, et défende en toute occasion les intérêts des exploités et des opprimés.

L'activité au sein des syndicats pour un parti ouvrier est inséparable de la lutte à mort contre la bureaucratie syndicale et pour la défense du programme révolutionnaire. Comme le disait un cadre révolutionnaire fondateur du Parti communiste américain puis du Parti socialiste des travailleurs et de la 4e Internationale :

Il est vrai que le simple fait de la formation d'un parti ouvrier, en lui-même, aurait une profonde influence en stimulant des développements radicaux et même révolutionnaires.

Mais ceux qui se satisferaient de cela pourraient aussi bien se retirer de la lutte et laisser le processus automatique tout régler. Le processus automatique ne règle rien, à part de garantir la défaite.

Les révolutionnaires conscients, si peu nombreux fussent-ils au départ, participent au processus. Leur rôle est d'aider à aller de l'avant en disant toute la vérité. Le combat pour un parti ouvrier est inséparable de la lutte pour nettoyer le mouvement ouvrier des directions traîtres et corrompues, et ne peut en être séparé.

Les militants radicaux et les anciens radicaux qui prétendent lancer un parti ouvrier en laissant de côté la question du programme et de la direction sont simplement en train d'inventer une formule pour couvrir leur propre trahison. (James Cannon, « Implications of the Labor Party », *The Militant*, 26 avril 1954)

Pérou

Pour la nationalisation des richesses du pays sans indemnité et sous contrôle ouvrier



Le trait commun des gouvernements des vingt dernières années (la dictature de Fujimori, le régime de Toledo, l'APRA), c'est la remise des ressources naturelles et des entreprises publiques au capital impérialiste et d'autres grandes multinationales. Cette dépossession historique menée par tous ces gouvernements contre le peuple a pu compter sur la complicité des autres partis bourgeois représentés au Congrès et a été la cause de la non-satisfaction des besoins les plus urgents de la population, en dépit de l'exploitation intensive de la nature dans le pays.

Cette réalité ne changera pas tant que la richesse nationale n'est pas détenue par l'Etat et que celui-ci ne sera pas sous le contrôle de ceux qui produisent. Alors peut s'ouvrir la voie vers une société où les masses laborieuses sont à même de jouir des fruits de leurs efforts, par la suppression de l'État actuel des capitalistes et son remplacement par un État des travailleurs.

La plan de la CGTP

Compte tenu de cette situation, le devoir de toute organisation ouvrière est de prendre la tête de la lutte pour les grands objectifs sociaux et politiques des travailleurs. Mais la direction de la CGTP manque à son devoir de classe. En février, elle a présenté son « plan des travailleurs » qui ne contient pas les objectifs fondamentaux comme la renationalisation des entreprises privatisées, l'annulation de tous les accords de libre-échange, l'annulation de la dette extérieure, un salaire qui assure le nécessaire quotidien, l'accès aux services publics à des tarifs abordables, le crédit et la remise des terres au paysan, la rupture avec les gouvernements impérialistes et leurs organisations économiques internationales. Bien qu'il revendique une éducation gratuite, il ne défend pas la gratuité des soins.

En outre, certains points du plan confédéral n'ont rien à voir avec les intérêts du prolétariat et son état aigu de pauvreté : l'augmentation de l'impôt sur le revenu (un palliatif dérisoire à l'exploitation du travail par le capital), le soutien aux PME (qui se comportent comme les grandes entreprises envers les travailleurs), le sauvetage financier de l'industrie sucrière (qui profiterait au groupe capitaliste Oviedo) au lieu de lutter pour l'expropriation sans indemnité ni rachat et sous contrôle ouvrier des entreprises ; l'appui aux TPE (un concept qui mélange des intérêts de classes différentes : les travailleurs indépendants et des petits patrons férocement exploiteurs du salariat) ; la demande de « modification de la Constitution » (qui vise à aménager la Constitution actuelle et le maintien d'une Constitution bourgeoise pour le Pérou). Toutes ces mesures visent à réformer timidement certains aspects de l'État, tout laissant intact son pouvoir économique et politique, étranger et hostile aux masses.

Le programme du nationalisme bourgeois

Vu la conception bourgeoise du « plan » de la bureaucratie syndicale, il n'est pas surprenant qu'elle ait accordé son soutien au programme électoral du Partido Nacionalista Peruano. Le document en 10 points du PNP résume bien sa politique de défense du système capitaliste et de l'Etat de la bourgeoisie péruvienne.

Les piliers de cette plate-forme sont les suivants :

1) « Une nouvelle Constitution » : une constitution « démocratique » de plus dans notre histoire, mais qui se garde de toucher au pouvoir économique et

politique de la classe dirigeante. 2) L'économie nationale de marché : une défense de l'économie de marché capitaliste, un système exploiteur qui garantit « les investissements nationaux et étrangers ». 4) « récupérer la souveraineté sur les ressources nationales ». 6) « Du travail et des pensions décentes » et 7) « L'éducation et la santé pour tous » : démagogie totale, sans aucune mesure concrète pour établir la « souveraineté nationale » (qui exige la collectivisation de toutes les richesses), pour établir le « travail décent » (ce qui exige des salaires qui permettent de satisfaire les besoins de base et la santé et l'éducation universelle, gratuite et de qualité). Pas de véritable volonté politique de les réaliser car cela passe par l'expropriation de l'impérialisme et de la bourgeoisie dont fait partie le candidat Ollanta Humala, pour assurer les ressources nécessaires à la population dans toutes les régions. 8) « La sécurité » : un Etat policier. En face de la pauvreté structurelle de larges parties de la population et de l'accroissement qui en découle de la délinquance et de la criminalité, les gouvernements bourgeois recourent toujours à la répression, mais jamais à la création d'une économie pour les travailleurs. Le nationalisme ne ferait pas exception. 10) « L'intégration régionale et la mondialisation solidaire » : la « révision des traités de libre-échange », donc leur pérennité, la poursuite de la soumission à l'impérialisme et le maintien du pays dans les institutions créées par les classes dominantes d'Amérique du Sud (CAN, Mercosur, Unasur...).

À ce programme capitaliste, ont apporté leur soutien depuis des mois les sommets de la CGTP, qui sont composés du PCP et de Patria Roja.

Les candidats de la CGTP

L'Assemblée des délégués CGTP du 12 février a pris une décision historique, très regrettable du point de vue des objectifs majeurs et historique des travailleurs. Elle a apporté un soutien officiel à cinq candidats des listes de Ghana Perú (Sifuentes, Dammert, Cortez, Ruiz et de la Cruz) qui sont tous des responsables syndicaux, dont la présidente nationale (Carmela Sifuentes) et le secrétaire nationale (Manuel Cortez). Cette décision appuie des candidats qui sont le produit d'un accord entre le PNP, la haute bureaucratie syndicale et le Parti communiste du Pérou opportuniste, dont Roberto de la Cruz est le secrétaire général.

Ce soutien vise à remettre les votes des travailleurs organisés aux pieds de la fraction nationaliste de la bourgeoisie péruvienne et de son candidat, un officier supérieur avec un lourd passé dans la répression. La bureaucratie syndicale réformiste, une fois de plus, détruit la possibilité d'une politique de classe indépendante contre toute la classe dirigeante et contre son Etat. Le nationalisme bourgeois peut maintenant se vanter d'avoir complètement dompté le mouvement syndical dont l'appareil se refusait à chasser les gouvernements haïs de Toledo et de Garcia, qui empêchait l'unité de toutes les luttes et soulèvements du pays dans une grève générale illimitée, qui refusait d'organiser l'ensemble du mouvement syndical et populaire dans une Assemblée nationale populaire qui aurait exprimé le pouvoir des exploités. La direction de la CGTP avait l'opportunité d'appeler le mouvement des masses à présenter ses propres candidats qui le représenteraient et se battraient pour ses objectifs de classe. Mais elle a choisi de persister dans sa servilité réformiste. Les nouvelles générations prolétariennes sauront la juger et régler les comptes politiques.

Pour prendre dans nos mains la richesse nationale produite par les travailleurs, pour ouvrir la voie révolutionnaire à la société socialiste :

- exproprier sans indemnité l'impérialisme et la bourgeoisie,
- mettre les entreprises sous contrôle ouvrier.

Les travailleurs n'ont pas de candidat à la présidentielle :

- aucun vote pour un candidat de la classe dominante,
- le vote de classe, c'est le vote nul.

23 mars 2011

Colectivo Revolución Permanente en el Perú
Collectif révolution permanente au Pérou



Côte d'Ivoire
Sarkozy chasse Gbagbo et installe Ouattara

Dans son programme électoral de 2007, Nicolas Sarkozy promettait la diminution de la présence militaire en Afrique. À son intronisation, il s'engagea la main sur le coeur à en finir avec la politique de la « françafrique », c'est-à-dire l'immixtion permanente de l'ancienne puissance coloniale dans ses anciennes colonies de l'ouest et du centre de l'Afrique. Pour se reposer de la campagne électorale, Sarkozy bénéficia du jet privé et du yacht de Bolloré, le patron d'un groupe bien implanté en Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, Bolloré est plus que payé en retour.

Une fois au Palais de l'Élysée, Sarkozy assume facilement que l'impérialisme n'a guère le choix. Il n'agit donc pas autrement que ses prédécesseurs à la tête de la 5e République (De Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac) pour maintenir les positions des groupes capitalistes français contre la concurrence de ceux des États-Unis et de la Chine.

Comme pour l'intervention en Libye, le prétexte de l'intervention en Côte d'ivoire est la défense de la démocratie. En l'occurrence, l'ancien ami de la France (et membre de l'Internationale socialiste jusqu'au 19 mars) Laurent Gbagbo refuse sa défaite électorale au 2e tour de l'élection présidentielle du 28 novembre 2010 et multiplie les exactions contre les opposants. Mais si les manquements à la démocratie étaient la véritable raison, on ne comprend pas le soutien répété de l'État français aux dictatures du continent (dont un exemple récent est Ben Ali en Tunisie), voire leur mise en place par des coups d'État inspirés par l'Élysée et les services secrets français (voir *Révolution socialiste* n° 15 et n° 22).

Un quart du PIB est aux mains des entreprises françaises, dont les multinationales Bolloré, Bouygues, Veolia, Total, France Telecom... Sur le sol ivoirien, l'impérialisme français dispose depuis 2004, avec « l'Opération Licorne », de 1 700 soldats bien équipés. L'ONU dispose de l'ONUCI qui comprend, outre les troupes françaises, des contingents du Bengladesh, du Benin, du Ghana, du Maroc, du Niger, du Pakistan, du Togo et de l´Ukraine. En 2010, Ouattara, qui l'emporte à l'élection présidentielle, se voit dénier la victoire par son rival malchanceux qui entreprend de massacrer ses opposants.

La contre-offensive de la France et de l'ONU commence par le renouvellement de l'embargo militaire par l'ONU et par un embargo économique, décidé par l'Union européenne en février 2011, bloquant les exportations et les importations. En quelques semaines, l'inflation fait grimper les prix des aliments de base, les médicaments et l'essence manquent, les coupures d'électricité sont de plus en plus fréquentes, le chômage se répand.

Parallèlement, l'armée française prépare et équipe les « Forces républicaines de Côte d'Ivoire » (FRCI) qui contrôlent le nord du pays. L'armée de Ouattara lance une offensive le 6 mars, au prix de massacres de civils dans plusieurs villes du pays (Douaké, Toulepleu, Bloléquin...) jusqu'à Abidjan. Le 30 mars, dès que les FRCI armées par l'État français entrent dans cette ville, l'armée française prend le contrôle de l'aéroport. Le 13 avril, devant l'incapacité des troupes de Ouattara à débusquer Gbagbo de son bunker, l'armée française le bombarde elle-même à l'arme lourde.

Le ministre de l'intérieur est exécuté, Gbagbo se rend. Le « démocrate » Ouattara fait assassiner le 28 avril Ibrahim Coulibaly, un rival potentiel dirige depuis des mois la guérilla d'Abobo, un quartier populaire d'Abidjan.

Le mouvement ouvrier français aurait dû, depuis des années, exiger l'évacuation des troupes au service des Bolloré et des autres capitalistes exploiteurs des travailleurs français et ivoiriens, auraient dû en mars manifester contre les opérations de guerre coloniale, qu'elles soient approuvées par l'ONU ou non. Mais les partis réformsites sont si liés à leur bourgeoisie impérialiste qu'ils s'y refusent :

> *Trop influencé par ses liens personnels avec Ouattara, le président français tombe ainsi dans le piège tendu par un Gbagbo encerclé et désormais prêt à mourir en martyre...* (PG, 5 avril)
>
> *Le Parti communiste français, soucieux de l'intérêt et de la sécurité du peuple ivoirien, exprime sa vive préoccupation et exige du gouvernement français qu'il n'entreprenne rien qui puisse faire obstacle à un rétablissement de la paix et de l'État de droit en Côte d'Ivoire.* (PCF, 12 avril)
>
> *Nous avons soutenu l'intervention de la France dans le cadre du mandat de l'ONU, auprès de l'ONUCI...* (PS, 12 avril)

Toute organisation réellement socialiste, réellement communiste, doit dire : **Retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises de Côte d'Ivoire et de toute l'Afrique !**